

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉGLEMENTATION
DE LA
DURÉE DU TRAVAIL DES HOMMES ADULTES.
DANS LES MINES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 4 novembre 1907, à 1 heure 1/2

PAR

Jacques COMBES

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. FERNAND FAURE, professeur.} \\ \text{GIDE, professeur.} \end{array} \right.$

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉGLEMENTATION
DE LA
DURÉE DU TRAVAIL DES HOMMES ADULTES
DANS LES MINES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 4 novembre 1907, à 1 heure 1/2

PAR

Jacques COMBES

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants : { MM. FERNAND FAURE, professeur.
GIDE, professeur.



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais
Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL
22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.
L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Depuis une vingtaine d'années le législateur s'est préoccupé avec une sollicitude toute particulière du sort des travailleurs, s'efforçant de combler les lacunes du Code civil apparues à la suite de la transformation économique qui caractérisa le xix^e siècle.

Cet effort vers l'émancipation des classes ouvrières dont le régime actuel se fait un titre de gloire est, en réalité, dû à l'enchaînement des circonstances ; aussi a-t-il suivi une marche à peu près parallèle dans tous les pays où le développement du machinisme a provoqué de grandes agglomérations de salariés ; le législateur est alors intervenu pour protéger l'adolescent contre le surmenage, le vieillard contre la misère ou pour parer aux conséquences des accidents professionnels grâce à l'établissement de rentes viagères et forfaitaires.

C'est ainsi que, depuis la France républicaine jusqu'à la Russie autocratique, tous les États européens sont actuellement dotés d'un ensemble de lois ou-

rières plus ou moins complet, sans que d'ailleurs nous puissions nous vanter d'avoir toujours été les premiers dans la voie des progrès accomplis dans ce sens.

Le malheur est que ces réformes qui, logiquement, auraient dû être maintenues sur un terrain strictement économique servirent tout naturellement dans notre pays de tremplin aux ambitions politiques, et qu'exploitées par certains partis, qui se disent d'avant-garde, elles furent présentées aux masses non point pour ce qu'elles sont en réalité, c'est-à-dire le corollaire d'une évolution normale de l'État individualiste, mais au contraire comme les prodromes d'une organisation nouvelle : la République sociale.

Aisément trompé par les apparences, l'ouvrier vit là un commencement de réalisation des félicités paradisiaques prédites par les orateurs de comités, et, confiant dès lors dans les résultats promis, se lança à corps perdu dans la lutte de classes afin d'en avancer l'échéance ; c'est ainsi que s'exacerba l'animosité qui va toujours s'aggravant entre le travail et le capital, marquée presque annuellement par des crises toujours pénibles, souvent sanglantes, que viennent terminer des apaisements illusoires, nouvelles rancoeurs ajoutées aux anciens malentendus.

Parmi les classes de travailleurs offrant le plus de prise aux menées des agitateurs se plaçait naturellement au premier rang celle des mineurs.

Ceux-ci au nombre de 120.000 ou 130.000 se trouvent en effet groupés dans un certain nombre de régions peu étendues du midi, du centre et du nord de la France, ce qui leur permit de se constituer de bonne heure en syndicats, destinés à balancer, dans la passation et l'accomplissement du contrat de travail, l'influence patronale.

A la vérité ces syndicats ne restèrent pas longtemps confinés dans ce rôle qu'ils jugeaient par trop restreint et demandèrent à la politique l'obtention des réformes réclamées par leurs adhérents.

C'est ainsi qu'en dehors des lois protectrices s'étendant à toutes les industries (2 nov. 1892 sur le travail des femmes et des enfants ; 9 avril 1898 sur les accidents du travail ; 30 mars 1900 fixant à dix heures la durée du travail pour les adultes occupés dans les établissements où sont employés à la fois des femmes et des enfants) ils virent voter en leur faveur des avantages spéciaux (loi de 1890 instituant les délégués mineurs et de 1894 sur les caisses de retraite).

Encouragés par ces succès ils firent transformer en propositions de loi par leurs élus au Parlement toutes les revendications émises au sein des congrès de mineurs, sans beaucoup se soucier de la possibilité de leur réalisation au point de vue économique.

Quand, à leur gré, on ne leur donne pas assez vite

satisfaction, usant du droit de grève, ils procèdent par intimidation.

Depuis un certain nombre d'années trois questions paraissent préoccuper plus particulièrement syndicats et congrès : réduction de la durée du travail à huit heures pour tous les ouvriers mineurs, fixation d'un salaire minimum, augmentation du montant des retraites.

C'est le premier de ces vœux déjà sanctionné en partie par la loi du 29 juin 1905 qui nous occupera plus particulièrement, malgré que dans l'esprit de ceux qui l'ont émis il soit inséparable du second que l'on peut considérer comme son corollaire nécessaire.

HISTORIQUE

Les projets de loi ayant pour but de limiter d'une manière générale la durée du travail de l'ouvrier n'ont jamais manqué.

Il suffira de rappeler les propositions Ferroul tendant à la réduction de la journée de travail à huit heures dans les mines, usines, manufactures et en général tout atelier mécanique (nov. 1889); Piérard, portant modification de la durée du travail dans les usines et manufactures (nov. 1889); Julien Goujon tendant à réduire à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines et les établissements malsains et à dix heures dans les usines et manufactures (mai 1891). Aucun de ces projets n'avait jamais donné lieu à un examen vraiment sérieux.

Le premier qui concernât exclusivement les ouvriers mineurs fut celui déposé par M. Basly et trente-neuf autres députés en avril 1891, et qui tendait à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines.

Il fit l'objet à la séance du 20 décembre 1893 d'un

rapport sommaire de M. Magnien, député, qui en raison des dangers spéciaux que comportait, suivant lui, la profession de mineur, conclut au nom de la Commission d'initiative à la prise en considération de la proposition.

En mars 1900, se prévalant d'un vœu émis par le Congrès national des mineurs français tenu à Denain, qui s'était prononcé dans le sens de la réduction à huit heures, M. Basly reprenait son idée première et avec l'assistance de cinq autres de ses collègues déposait un nouveau projet qu'il importe de citer *in extenso*.

Proposition de loi.

ARTICLE PREMIER

La journée des ouvriers occupés dans les travaux souterrains et de ceux travaillant à la surface à la manipulation des charbons, ne pourra, sauf le cas de réparations urgentes pour la sécurité des ouvriers, excéder huit heures de l'entrée à la sortie de la mine.

ART. 2

Les inspecteurs des mines, les autorités préfectorales et les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

ART. 3

Tout chef d'exploitation, agent ou contremaître, qui aura contrevenu à l'article 1^{er} sera susceptible d'une amende de 50 à 500 francs par jour de contravention.

ART. 4

Tout chef d'exploitation, agent ou contremaître qui, par fraude, violence, menaces de perte d'emploi ou de privation de travail, refus d'embauchage, aura contraint un ou plusieurs ouvriers à travailler plus de huit heures sur vingt-quatre sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 francs.

Dispositions transitoires.

La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation.

Malgré l'ambiguïté du texte la proposition s'appliquait en fait, dans l'esprit de ses rédacteurs, aux mines de combustible seulement.

C'était, sans aucun changement, le résumé pur et simple des revendications des congrès dans toute leur brutalité.

Autrement on ne conçoit guère comment les six

députés en question auraient pu chercher à apitoyer le Parlement sur le sort des ouvriers employés à la surface pour lesquels le projet réclame la même protection que pour les rouleurs et les piqueurs.

Quoi qu'il en soit, cette proposition aurait, suivant toute vraisemblance, subi le sort de la précédente et ne serait même pas venue en discussion si à la suite de nouvelles réunions des congrès de mineurs et sous le coup d'une menace de grève générale, le ministère, alors présidé par M. Waldeck-Rousseau, n'avait cru prudent pour calmer les esprits de promettre que la proposition Basly ferait incessamment l'objet d'une étude approfondie de la part de l'administration des Travaux publics qui en transmettrait les résultats à la Chambre.

Effectivement on constitua une commission extra-parlementaire qui aussitôt commença son enquête dont elle se préparait à déposer les conclusions lorsque M. Baudin, ministre des Travaux publics, toujours dans le but d'empêcher des conflits que la première satisfaction accordée paraissait insuffisante à prévenir, prit le parti de la dessaisir et de porter immédiatement la question devant la commission du travail de la Chambre des députés, à laquelle il demanda de statuer dans le plus bref délai possible.

C'est pour se conformer à ce vœu que dès le 12 décembre 1901 M. Odilon-Barrot déposait un rapport

qui paraît se ressentir un peu de la hâte qui a présidé à sa rédaction.

L'honorable député s'est surtout laissé influencer par le côté humanitariste de la question et son projet ne renferme pas de discussion sérieuse des objections économiques soulevées par les directeurs de houillères.

Après avoir affirmé, en rappelant le décret des 9-14 septembre 1848 sur la journée de l'ouvrier dans les manufactures, le droit de l'État d'intervenir en matière de réglementation intérieure du travail, il considère comme un devoir pour ce même État « d'assurer l'efficace protection qui limitera autant qu'il « sera en son pouvoir, les conséquences des conditions dans lesquelles consacrent leur labeur et leur « vie ces travailleurs qui rarement deviennent vieux, « le séjour prolongé dans la mine ayant comme conséquences forcées l'anémie, les affections rhumatismales et les obstructions respiratoires amenées « par la fumée, les poussières et les dégénérescences « organiques de toutes sortes qui remplissent la « mine (1). »

Et après avoir posé comme une vérité primordiale le fait qu'un meilleur outillage pourrait facilement amener une diminution des heures de travail, il con-

1. Rapport Odilon-Barrot, Annexe au procès-verbal de la première séance du 12 décembre 1901, page 7.

clut en principe à l'adoption de la journée de huit heures, il est vrai pour les seuls ouvriers du fond, avec encore l'établissement d'une période transitoire réduisant la journée de travail d'abord à neuf heures, puis deux ans plus tard à huit heures et demie, puis encore deux ans après à huit heures ; il admettait également des dérogations que ne prévoyait pas le projet Basly et qu'il devait être loisible au ministre des Travaux publics d'accorder, après avis du conseil général des mines, aux mines où l'application stricte de la loi serait de nature à compromettre pour des motifs techniques ou économiques le maintien de l'exploitation. Enfin l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique pouvait à son tour consentir des dérogations temporaires soit à la suite d'accidents, soit pour des motifs de sécurité, l'exploitant et les délégués mineurs entendus.

Suivaient les sanctions, plus atténuées que celles de la proposition Basly.

La discussion eut lieu devant la Chambre dans les séances des 29 janvier et 5 février 1902. Le texte de la commission fut finalement adopté, sauf quelques modifications de détail, à une assez forte majorité.

A peine la commission du Sénat était-elle saisie de la question qu'elle se mettait à l'étude et commençait à entendre les délégations patronales et ouvrières.

M. Boudenoot, chargé de résumer le résultat de ses travaux, déposa son rapport le 9 février 1904.

Dans un exposé extrêmement complet et précis de la question, il ne dissimule pas les dangers de légiférer en pareille matière, mais il les considère comme très atténués par le fait que le projet de loi n'innove pas grand'chose et n'aboutit en somme, dans la mesure où il l'admet, « qu'à consacrer *légalement* ce qui existe déjà *pratiquement*, dans un « grand nombre d'exploitations houillères de France « et non des moins importantes. Le législateur est « ici un enregistreur des faits accomplis ; la loi vient « consacrer les mœurs ; or, c'est ce qui fait la force « des lois (1). »

Si nous avons écrit « dans la mesure où il l'admet » c'est que M. Boudenoot, en raison même du point de vue auquel il se plaçait, avait, contrairement au vote de la Chambre, estimé qu'il pouvait être dangereux d'accorder la journée de huit heures à tous les ouvriers du fond, ce qui pour certains aurait équivalu à une réduction de deux heures et même deux heures et demie, d'où nécessité d'avoir recours à de nombreuses dérogations susceptibles de désorganiser complètement le travail.

C'est pourquoi le rapporteur, reprenant son idée première, déclarait dans son commentaire de l'article 1^{er} : « Ce qu'il importe surtout, c'est de limiter le

1. Rapport Boudenoot. Annexe au procès-verbal de la séance du 9 février 1904, page 26.

« plus possible les difficultés que la loi peut entraîner. Ce que le législateur doit faire dans le cas présent, c'est cristalliser ce qui est, enregistrer et généraliser certaines mœurs déjà existantes. Or, à l'heure actuelle, seuls les piqueurs n'ont que huit heures ou huit heures et demie de travail et pour tous les autres ouvriers, la durée du travail, par suite de la nature même de ce dernier, est un peu plus longue (1). »

Une déclaration très précise de M. Baudin, ministre des Travaux Publics, n'avait sans doute pas peu contribué à affermir la commission dans cette manière de voir. D'après lui c'était pour le piqueur seul que l'on faisait la réglementation, car c'était lui l'ouvrier essentiel de la mine, les autres n'étant que ses accessoires et presque ses serviteurs. « D'ailleurs, ajoutait le ministre, si les ouvriers autres que les piqueurs ne sont pas explicitement protégés par la loi, ils le seront en fait, car le travail de tous les ouvriers mineurs est subordonné à celui des piqueurs (2). »

En conséquence la commission avait décidé à l'unanimité de mettre après les mots « ouvriers employés » du texte de la Chambre, les mots « à l'abatage » qui en réduisaient considérablement la portée.

Du coup les innombrables dérogations prévues

1. Rapport Boudenoot, page 34.

2. Annexe au rapport Boudenoot, p. 138.

par M. Odilon-Barrot perdaient leur raison d'être et disparaissaient d'elles-mêmes.

Par contre rien ne fut changé à la conception de la « journée de travail » telle qu'on l'avait entendue au Palais-Bourbon : durée de huit heures depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant. On faisait toutefois une addition en ce qui concernait les mines où l'entrée a lieu par galeries « Pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, cette durée sera calculée depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point. »

L'article 2 du texte de la Chambre stipulait que les repos pris dans la mine n'étaient comptés que s'ils entraînaient l'arrêt de la machine d'extraction. Or, actuellement, si, dans une même mine, la durée du repos pris au fond est à peu près constante, son heure est assez variable.

En outre, les machines d'extraction ne servent pas exclusivement au transport de la houille et des ouvriers ; elles sont aussi employées à la descente du bois, du fourrage, à l'enlèvement des eaux, etc. Pour tous ces motifs, la commission du Sénat estima qu'il n'y avait pas lieu d'exiger l'arrêt de la machine d'extraction pour marquer le repos dont la durée doit s'ajouter à celle de la journée du travail, proposant seulement, afin d'éviter l'arbitraire des exploitants, de prescrire que, dans chaque concession, un

règlement, qui pourrait être soumis à l'administration des mines, précisât qu'il y aurait un repos d'une durée déterminée.

Enfin dans le but de donner plus de souplesse à la loi et de ne pas ruiner les mines dites « malades », le rapport Boudenoot prévoyait des dérogations supplémentaires « soit pour des nécessités occasionnelles, soit lorsqu'il y a accord entre les ouvriers et l'exploitant pour le maintien de certains usages locaux. »

Toutefois aucune dérogation ne pouvait excéder deux mois ; il est vrai qu'elles étaient renouvelables.

Les autres modifications étaient sans grande portée.

Dans sa séance du 8 novembre 1904 le Sénat, après un court débat, adopta sans le modifier le texte que lui soumettait la commission, et cela en dépit des efforts de M. Maruéjouls, successeur de M. Baudin, qui, à l'encontre de ce dernier, soutenait le projet intégral de la Chambre.

Revenue au Palais-Bourbon, la proposition fut renvoyée devant la commission des mines qui avait déjà fait sur la question une enquête des plus complètes.

A l'examen, elle ne fit aucune difficulté pour accepter toutes les modifications d'ordre secondaires introduites par le Sénat et le débat porta exclusivement sur l'addition des mots « à l'abatage » dans le libellé de l'article 1^{er}.

Une première controverse fut soulevée sur l'interprétation même du texte.

Devait-on l'étendre exclusivement à l'abatage du charbon ou également à celui du rocher ? Sur l'avis du nouveau ministre de Travaux publics, M. Gauthier, la commission des mines se rallia à l'interprétation la plus large.

Quant à l'opportunité de la restriction considérable apportée par la nouvelle rédaction, la commission de la Chambre se montra des plus divisées. On craignait beaucoup de mécontenter les syndicats qui suivaient avec la plus grande attention le travail législatif. Heureusement que pour mettre fin à cette indécision survint une motion des ouvriers du Nord en faveur de l'adoption immédiate du texte de la Chambre Haute ce qui permit au rapporteur, M. Janet, de conclure à l'entérinement pur et simple du texte du Sénat qui, constate-t-il, donnerait satisfaction à 60.000 ouvriers. « Votre commission, dit-il, qui avait été quelque temps hésitante parce qu'elle tenait à faire une loi acceptée par les ouvriers pour lesquels elle légiférait, a adopté la proposition votée par le Sénat quand elle a vu que la majorité des mineurs se prononçaient en sa faveur. Elle espère que mieux éclairés, les ouvriers encore hostiles à la loi finiront par reconnaître que le parti le plus sage était de profiter des améliorations susceptibles d'être immédiatement réalisées, même dans le cas où elles ne répon-

draient pas complètement à l'idéal que certains travailleurs s'en étaient fait (1).»

Dans sa séance du 27 juin 1903 la Chambre se rallia à l'avis de sa commission et adopta le texte du Sénat. La loi fut promulguée le surlendemain.

Mais dans l'esprit de tous ce n'était évidemment là qu'un commencement de satisfaction donné à l'ouvrier mineur dans le but de lui permettre de prendre son mal en patience.

M. Janet l'avait lui-même nettement déclaré. « Votre commission n'entend d'ailleurs nullement considérer le texte qu'elle propose comme une solution définitive de la réglementation du travail dans les mines, mais elle pense qu'à chaque jour suffit sa tâche et que les améliorations sociales ne peuvent se faire que par étapes successives (2).

C'était pour les promoteurs de la loi une invitation à poursuivre leur but jusqu'au bout.

Aussi dès le 3 juillet, quatre jours après sa promulgation, M. Basly déposait-il une nouvelle proposition tendant à étendre le bénéfice de la journée de huit heures aux ouvriers du fond et du jour des mines et des carrières.

Ce projet renvoyé devant la Commission des mines

1. Rapport Janet. Annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 21 avril 1905, p. 10.

2. *Id.*, *ib.*.

devint caduc par suite du renouvellement de la Chambre en 1906.

Il fut repris par M. Basly dans la séance du 12 juin de la même année et renvoyé à nouveau devant la même commission. Ce fut en conséquence M. Janet qui fut encore chargé de le rapporter, ce qu'il fit le 18 mars 1907.

L'honorable député commence, comme auparavant M. Odilon-Barrot, par écarter l'idée de faire, sans motif sérieux, une situation avantagée aux ouvriers du jour des mines et aux ouvriers des carrières à ciel ouvert dont le travail n'est pas plus pénible que dans n'importe quelle autre industrie (1).

Il restreint ensuite la portée de la proposition qui dans le texte Basly aurait été applicable aux mines métalliques et aux mines de sel au même titre qu'aux mines de combustible.

Il estime, en effet, plus prudent de se ranger à l'avis de la commission du travail qui, après l'enquête faite en 1900 et 1901 par le ministère des Travaux publics, avait décidé de laisser en dehors de la réglementation les ouvriers de cette catégorie. Ce n'est pas que M. Janet trouve l'idée impraticable ; il l'estime seulement prématurée, antérieurement à toute enquête approfondie sur la condition du travail dans

1. Rapport Janet, annexe au procès-verbal de la séance du 18 mars 1907, page 3.

les différentes mines et la manière dont serait accueilli par les intéressés l'établissement d'une telle réglementation (1).

Il se borne donc à proposer de faire immédiatement bénéficier de la journée de huit heures les ouvriers du fond des houillères non employés à l'abatage et de restreindre les dérogations dont l'abus soulève, dit-il, de la part des mineurs, les plus vives réclamations.

La grosse modification consistait en somme dans la suppression des mots « à l'abatage » ajoutés par le Sénat ; c'était dans son essence le projet de 1902 qu'on demandait à la Chambre d'adopter à nouveau. Le résultat ne pouvait, dans ces conditions, guère faire de doute. Le texte de la commission fut en effet voté, dans la séance du 5 juillet 1907, à une forte majorité.

La question que nous avons à étudier, bien que scindée à la suite des circonstances relatées plus haut, forme donc un tout, car c'est dans ses grandes lignes le projet Odilon-Barrot dont l'examen va pour la seconde fois être soumis au Sénat, abstraction faite du travail des piqueurs maintenant définitivement réglé. Il n'est donc pas nécessaire d'en compliquer l'étude par une critique distincte de chacun des deux textes successivement adoptés par la Chambre, les mêmes objections s'appliquant à l'un et à l'autre avec plus ou

1. Rapport Jaffet, *id.*

moins de force suivant, qu'il s'agit des conséquences atténuées de la loi de 1905 ou de l'effet intégral du nouveau libellé de la commission des mines.

D'ailleurs quels qu'en soient les degrés, la réglementation soulève à la fois une très importante question de principe sur le droit du législateur d'intervenir dans un contrat de travail alors qu'il s'agit d'hommes adultes, et une question de fait touchant l'opportunité de faire justement l'expérience sur les mines de combustible, ainsi que la possibilité pour l'industrie minière de supporter un tel surcroît de charges.

Ce sont ces deux points que nous allons examiner successivement.

QUESTION DE PRINCIPE

Les différents rapporteurs qui ont eu à développer devant les deux Chambres l'avis de leurs commissions respectives sur le projet déposé, se sont bien rendu compte de l'importance du précédent que créerait cette loi si elle était adoptée.

Aussi se sont-ils tous efforcés d'établir qu'il n'y avait là rien que de très logique et dans le sens des voies déjà suivies par le législateur.

Pour M. Odilon-Barrot aux yeux de qui la loi est avant tout une loi d'hygiène, la difficulté est assez simple à résoudre « L'État, dit-il, a déjà par diverses dispositions législatives réglementé le travail des femmes et des enfants employés dans l'industrie. Il a imposé aux patrons certaines obligations relatives à la limite d'âge et aussi à la durée du travail, auxquelles ceux-ci ne peuvent se soustraire. Ce qui a été fait sous l'inspiration du devoir supérieur qui incombe à l'État pour la protection des uns ne peut-il se faire pour la protection des autres ? » Et l'honorable rapporteur rappelle le

décret des 9-14 septembre 1848 et l'article 2 de la loi du 30 mars 1900 (1).

« Etant donné son point de vue il peut donc logiquement conclure « qu'à raison des conditions particulières dans lesquelles travaillent les ouvriers mineurs, l'obligation pour l'État d'intervenir législativement est encore plus impérative que dans les cas précédemment cités (2) ».

M. Boudenoot, lui, s'arrête beaucoup plus longuement sur cette question préjudicielle, le long exposé que nous offre son rapport des arguments pour et contre le principe de la réglementation laisse deviner quelle a dû être à ce sujet l'indécision de la commission.

« On peut même penser que les non-interventionnistes l'auraient emporté si, ainsi que le déclare expressément M. Boudenoot, la commission n'avait été particulièrement impressionnée par ce fait qu'en restreignant ainsi qu'elle le faisait le texte de la Chambre, elle se bornait en somme à consacrer un fait déjà accomplie (3).

Dés lors la loi n'était plus qu'une « satisfaction morale donnée aux ouvriers » et une garantie contre un recul dans le sens d'une aggravation de labeur.

1. Rapport Odilon-Barrot, page 6.

2. *Id.*, *id.*

3. Rapport Boudenoot, page 26.

Si malgré tout la réglementation demeurerait nuisible pour certaines mines, ce serait le moment d'user des dérogations des articles 3 et 4 destinés à lui maintenir son caractère anodin.

Enfin, le troisième rapporteur, M. Janet estime que la propriété des mines, due à des décrets de concession, étant d'une nature toute spéciale, il est normal que le législateur ait retenu pour l'État le droit de prescrire toutes les mesures qu'il jugera d'intérêt général, entre autres celles qui concernent les devoirs des concessionnaires envers leurs ouvriers (1).

Nous nous trouvons donc là en présence de trois argumentations distinctes : la première partant d'un point de fait pour invoquer un principe de droit, la seconde purement empirique et la troisième juridique.

Il échet d'étudier jusqu'à quel point elles pouvaient arrêter le législateur.

1 Rapport Janet, page 5.

1° La loi sur la réglementation du travail des hommes adultes dans les mines considérée comme loi d'hygiène.

En invoquant les conditions insalubres dans lesquelles s'accomplit le travail au fond de la mine, M. Odilon-Barrot émettait sinon l'argument le plus topique, du moins celui le plus susceptible de produire une forte impression sur son auditoire.

Rien, en effet, qui frappe plus profondément les esprits que la pensée de ces travailleurs accomplissant leur tâche journalière loin de la lumière du jour, à plusieurs centaines de mètres sous terre, sans cesse menacés par des dangers de toutes sortes que la science ne combat encore qu'imparfaitement : coups de grisou, inondations, éboulements, incendies. De récentes catastrophes sont malheureusement venues apporter un nouvel appoint à cette opinion et, lors des derniers débats, bien des députés avaient sans doute présent à la mémoire, en déposant leur bulletin de vote, le désastre de Courrières.

Mais ne commet-on pas là une sorte de sophisme ou tout au moins de malentendu en confondant dans une seule et même idée l'accident, presque toujours impossible à prévoir, inhérent aux conditions mêmes dans lesquelles s'accomplit le travail et la maladie professionnelle qui, elle, peut être efficacement combattue par de meilleures conditions d'hygiène et, d'après les partisans de la loi, un séjour plus prolongé à l'air extérieur.

α). — *Accidents*. — La profession de mineur est sans contredit dangereuse. Le fait est à déplorer, mais à cela le législateur ne peut rien. Tant que pour alimenter l'industrie il faudra aller chercher la houille de plus en plus profondément dans les entrailles du sol, il se produira des sinistres.

L'exploitant ne peut qu'en diminuer le nombre en prescrivant les mesures de prudence nécessaires, et en contraignant l'ouvrier à les observer.

Les compagnies françaises n'ont point failli à ce devoir et nous avons la satisfaction de constater que c'est dans notre pays que la moyenne des accidents mortels est la moins élevée.

Certaines sociétés comme Anzin l'ont même abaissée à 0,3 pour 1.000 ouvriers pendant certaines années. Elle oscille en général entre 1 et 1,4 pour l'ensemble des houillères françaises.

Un peu plus forte en Belgique et en Angleterre, elle se maintient en Allemagne entre 2 et 2,4 pour

atteindre aux États-Unis 2,6, 2,8 et même 3 et 3,4 (1).

Ce sont ces catastrophes, il est vrai de moins en moins fréquentes, qui, par le retentissement considérable qu'elles ont dans le monde entier à raison des scènes pathétiques auxquelles elles donnent lieu, ont prédisposé l'opinion publique en faveur des mineurs.

Mais est-ce à dire qu'une mesure réduisant la journée du travail pourrait avoir à cet égard une répercussion favorable ? l'expérience a démontré le contraire.

Si on en excepte le cas d'incendie, tous les accidents à l'intérieur de la mine sont provoqués par l'avancement du travail. C'est le coup de pic de l'abatteur qui déterminera l'explosion du grisou, l'irruption d'une trombe d'eau ou l'éboulement d'une masse rocheuse.

Que l'on travaille à l'abatage neuf heures et demie comme dans certaines mines du bassin du Gard où six heures comme dans les exploitations du Durham, la proportion des catastrophes n'en saurait être diminuée. On vient de voir que c'est précisément dans les pays où les tâches sont actuellement les moins longues, les États-Unis, que les sinistres sont les plus nombreux.

Mais qui plus est, suivant toute vraisemblance une

¹ 1. Procès-verbaux de la Commission des mines, annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre du 2 avril 1903, t. I, page 138.

réduction de la durée du travail aurait pour résultat de relever la moyenne que l'on cherche à faire descendre encore.

En effet les équipes d'ouvriers mineurs travaillent par chantier et à la tâche ; on verra plus loin comment malgré les revendications des syndicats qui réclament un salaire minimum, le mode actuel de rémunération ne paraît pas pouvoir être changé.

En conséquence les mineurs ont, pour répondre aux objections des patrons qui du fait de la loi qu'ils sollicitaient leur faisaient entrevoir la possibilité d'une réduction des salaires, affirmé à maintes reprises qu'un effort plus intensif leur permettrait d'accomplir en un temps moindre un travail au moins égal à celui qu'ils fournissent actuellement.

Encore que cette affirmation soit des plus contestables, il demeure bien certain que le mineur qui depuis quelques années en France a fait des grèves dans le but d'obtenir une augmentation de salaires, ne se résoudra pas aisément à payer par une diminution de son gain, l'heure de liberté supplémentaire qu'il se sera vu octroyer.

Or dans beaucoup d'exploitations l'abatage se fait sans grande dépense de force et la forte pente des veines rend le pelletage à peu près nul.

Par contre, le soutènement demande toujours beaucoup de soin et le gros travail du mineur devient

le boisage. Mais il n'est pas possible de gagner du temps sur cette opération sans s'exposer à de graves accidents ; pourtant c'est tout naturellement ce qui arriverait si l'on obligeait l'ouvrier à apporter dans sa tâche une hâte plus grande.

« Les éboulements de charbon ou de pierres sont
« dans tous les pays la cause d'accidents la plus fré-
« quente et la plus meurtrière. Les recherches statis-
« tiques minutieuses auxquelles a procédé la commis-
« sion prussienne sur les éboulements dans tous les
« bassins houillers de ce royaume, ont établi que la
« fin du poste n'était pas marquée par un plus grand
« nombre d'accidents que le début ou le milieu. Il
« en serait tout autrement s'il fallait déduire le tiers
« ou le quart des huit ou neuf heures de travail ef-
« fectif du mineur. Préoccupé uniquement de faire
« en sa journée réduite un avancement qui lui pro-
« cure un salaire suffisant, l'abatteur négligera de
« sonder le terrain, il retardera le moment où il doit
« établir le boisage, il quittera même la taille avant
« d'avoir assuré la solidité du toit. On pourrait en
« dire autant de plusieurs autres catégories d'acci-
« dents, tels que ceux dus au roulage et au tir des
« mines, où l'imprudence des ouvriers joue un grand
« rôle et dont le risque ne peut que s'aggraver par
« la précipitation à terminer le travail. » (Extrait de
la Note en réponse aux questions posées par la sec-
tion centrale au ministère de l'Industrie et du Travail

belge, publiée par le Comité Central des Houillères de France. Circul. n° 3366.)

Il semble donc établi que l'effet de la loi serait d'atteindre un résultat diamétralement opposé à celui escompté par la grande majorité.

β). — *Maladies professionnelles.* — Mais nous répondra-t-on, si la réglementation ne saurait être très efficace en ce qui concerne les accidents, du moins, atténuera-t-elle très notablement les inconvénients qui résultent pour la santé de l'ouvrier d'un séjour prolongé dans les galeries, et c'est en effet sur ce point que M. Odilon-Barrot s'étend avec le plus de complaisance, lorsqu'il nous montre dans des veines « qui souvent ne dépassent pas 45 centimètres de « hauteur et ont une inclinaison de 45 degrés, « des hommes couchés sur le flanc, absolument nus « à raison de la température, s'occupant à abattre « avec le pic la matière qui, après avoir constitué « leur modeste gagne-pain, assurera la prospérité et « la vie de l'industrie nationale (1). On pourrait tout d'abord faire observer à l'honorable rapporteur que ces conditions particulièrement défavorables d'extraction se rencontrent surtout dans les mines du midi de la France en faveur desquelles, pour des raisons vitales, on a été forcé d'admettre le maintien de la journée telle qu'elles la pratiquent actuellement.

Est-ce à dire au surplus que le mineur se trouve

1. Rapport Odilon-Barrot, page 7.

en face des autres corps de métiers dans une situation particulièrement désavantageuse ?

Ce serait avec raison que M. Odilon-Barrot aurait pu invoquer comme des précédents les lois réglementant le travail des femmes et celui des enfants s'il s'agissait pour l'État, grand ménager des forces nationales, d'intervenir entre un patron exploiteur et un ouvrier exploité pour mettre fin à une œuvre de mort accomplie dans un but de lucre.

Mais telle n'est pas du tout la situation. Le mineur a été le premier à profiter sous forme d'augmentation de ses salaires des perfectionnements introduits dans le mode d'exploitation.

Un piqueur qui il y a vingt ans gagnait en moyenne 3 fr. 20 dans les mines du Nord se fait aujourd'hui des journées de 5 fr. 50 et 6 francs, sans que les conditions d'existence aient beaucoup varié, car si son alimentation lui coûte un peu plus cher, par contre les objets mobiliers, vêtements, etc., sont à bien meilleur marché (1).

La plupart des grandes compagnies ont intéressé leurs ouvriers à la prospérité de leur exploitation en leur allouant des primes de 10 0/0 et même 20 0/0 qui correspondent aux périodes de hausse des prix de vente. C'est ainsi que les gains annuels des mineurs proprement dits, inférieurs en 1887 à 1.300 francs

1. Procès-verbaux de la Commission des Mines, tome 1, page 204.

s'élevaient en 1901 à près de 1.900 francs et n'ont fait que s'accroître depuis cette date (1).

Beaucoup d'ouvriers louent à la compagnie de petites maisons au prix de 5 ou 6 francs par mois ce qui ne représente qu'un bien faible intérêt du capital consacré à l'achat des terrains et à leur construction. Tous sont chauffés gratuitement.

D'ailleurs toutes les grandes réformes accomplies en faveur des ouvriers par le Parlement (lois de 1894 et de 1898) ne faisaient presque partout dans le monde des mines que consacrer une situation de fait. Enfin dès que la chose était économiquement reconnue possible, jamais les directeurs de houillères n'ont beaucoup tardé à accorder les diminutions de la durée de la tâche qui leur étaient réclamées.

« Les compagnies sont les premières, déclarait la direction des mines de Thivencelles à la commission des mines de la Chambre, à limiter à huit heures et même six heures certains travaux pénibles, comme les avaleresses et les percements à trois postes à allure forcée (2). »

Cette attitude des exploitants a d'ailleurs été rappelée à la Commission du Sénat en termes très dignes par M. Darcy, président du Comité Central des

1. Procès-verbaux de la Commission des Mines, tome I, page 14.

2. *Id.*, page 187.

« Houillères de France. « Qu'on ne se méprenne pas,
« dit-il, sur les sentiments qui nous animent. Si réellement nos ouvriers enduraient des fatigues plus
« grandes que dans les autres corps de métiers, nous
« aurions devancé la loi comme nous avons devancé
« celles de 1894 et 1898 sur les pensions de retraites
« et les accidents. Nous savons prendre en temps
« opportun l'initiative des améliorations utiles ; nous
« savons aussi, qu'en outre des réformes justifiées,
« il peut y avoir opportunité à consentir des transactions. Que d'une manière générale s'inspirant des
« vues du législateur de 1848 on tente de protéger
« plus efficacement les travailleurs, ce n'est pas de
« nous que viendra l'opposition ; que l'on songe à
« organiser ou compléter l'assistance en faveur des
« invalides d'âge, des ouvriers malades ou de leurs
« veuves, des chômeurs, sous la réserve que la charge
« n'excède pas des limites raisonnables, nous ne
« combattons pas le principe parce qu'il ne s'agit
« que d'une charge. Mais ici nous sommes et nous
« demeurons intransigeants parce que ce sont les
« principes intangibles de la productivité qui sont en
« jeu, c'est le premier pas fait dans la mise en régie
« par l'État (1). »

En admettant même que ces bonnes dispositions des exploitants vis-à-vis de leurs ouvriers n'eussent

1. Annexe au rapport Boudenoot, pages 58 et 59.

point existé, il eût été encore de l'intérêt des houillères, ne fût-ce que dans un but égoïste, de ménager la santé des mineurs. On verra plus loin la difficulté qu'elles rencontrent à recruter de nouveaux éléments ; d'ailleurs c'est là un métier qu'on exerce de père en fils et les ingénieurs savent qu'un bon piqueur ne s'improvise pas : le gamin au sortir de l'école commence par être galibot de 13 à 15 ans, puis il devient conducteur ou rouleur jusqu'à son service militaire. Il passe ensuite aide-mineur et enfin est employé à l'abatage. Ce sont ceux-là qui composent le personnel d'élite dont les compagnies recherchent le concours et dont elles ont intérêt à ménager les forces car il n'est pas aussi nombreux qu'elles le désiraient.

Leur opposition à l'adoption de la loi serait donc difficilement explicable si l'argument de M. Odilon-Barrot avait quelque valeur ; mais pour répandu qu'il soit dans le public, la vérité, et tous les hommes compétents s'accordent à le déclarer, est qu'il est absolument dénué de fondement.

« C'est en vain, disait M. Darcy, qu'on proclame
« que la loi est une loi d'exception, justifiée par une
« situation d'exception, inapplicable aux autres pro-
« fessions.

« Les ouvriers savent mieux que personne à quoi
« s'en tenir sur le péril ou la dureté de leurs labeurs
« respectifs. Le forgeron sait qu'il a à compter avec

« des manœuvres de force comme on n'en connaît
« pas dans la mine, le verrier sait qu'il subit des
« températures autrement épuisantes ; les ouvriers
« des industries textiles, des industries chimiques
« savent qu'ils respirent un air beaucoup plus nocif
« que l'air de la mine (1) ».

Et M. G. Perreve, directeur des mines de Villebeuf (Loire), s'attachant plus particulièrement à détruire la légende qui s'est formée autour des travaux souterrains, s'étonnait à son tour de l'importance que la Chambre semblait avoir attribuée à la question d'hygiène. « Le mineur y a été présenté
« comme vivant dans un air vicié, dans l'eau, la
« poussière et la chaleur. C'est là le passé. L'art des
« mines n'a pas plus échappé au progrès que toutes
« les autres industries ; à l'ancien aérage naturel a
« été substitué d'abord l'aérage par ventilateurs à
« marche lente et à faible débit, puis sont venues
« les machines puissantes refoulant dans les travaux
« des torrents d'air pur qui dilue le grisou, les
« fumées des lampes et les produits de la respiration
« humaine. En réalité, à l'heure actuelle, le mineur a
« l'avantage de vivre dans une atmosphère non viciée,
« dans un milieu à température sensiblement égale,
« sauf quelques exceptions, et à l'abri de ces intem-
« pérées que subissent tant d'autres travailleurs ; de

1. Annexe au rapport Boudcnoot, page 58.

« plus, il bénéficie d'une régularité de travail et de
« salaire qui n'existe que dans peu d'industries (1).
Ces affirmations n'ont rien d'exagéré et pourraient
être illustrées par de multiples exemples.

M. Guillaïn, ancien directeur des mines au ministère des Travaux publics, lors de la discussion du projet Odilon-Barrot devant la Chambre, citait le département du Pas-de-Calais comme se prêtant d'une façon très topiquée à des comparaisons entre l'état sanitaire des mineurs et celui des cultivateurs. « Ce
« département, exposait l'honorable député, com-
« porte une région presque exclusivement agricole
« dans les arrondissements de Montreuil et de Saint-
« Pol, une région surtout industrielle à Calais, une
« région presque exclusivement minière de Lens à
« Béthune. En compulsant les registres du conseil
« de révision pour les cantons de ces trois régions,
« on constate les résultats suivants :

« Exemptés pour infirmités : dans les cantons
« miniers, 7,77 p. 100 ; dans les cantons industriels,
« 9,72 p. 100 ; dans les cantons agricoles, 10,75 p. 100.

« Réformés pour phtisie ou faiblesse générale :
« dans les cantons miniers, 0,74 p. 100 ; dans les
« cantons industriels, 1,66 p. 100 ; dans les cantons
« agricoles, 1,80 p. 100.

« Exemptés comme rachitiques, idiots, etc : dans

1. Annexe au rapport Boudenoot, page 87.

« les cantons miniers, 1,78 p. 100 ; dans les cantons
« industriels, 2,6 p. 100 ; dans les cantons agricoles,
« 2,9 p. 100.

« Enfin on constate que dans les cantons miniers
« le nombre des conscrits ayant une taille de plus
« de 1 m. 67 était de 47 p. 100 et dans l'ensemble
« des cantons surtout industriels ou agricoles, de
« 40 p. 100 (1).

Ceci n'est pas une exception : M. le docteur Fleury qui a fait d'intéressantes recherches sur la mortalité des mineurs dans le bassin de Saint-Étienne, nous apprend que c'est dans le quartier de Chavassieux où les travailleurs des mines sont en majorité que l'excès de la natalité sur la mortalité est le plus fort (29,29 p. 1000 contre 18,04 p. 1000).

Il n'existe malheureusement pas, à notre connaissance, de statistique générale sur cette matière pour la France mais les travaux exécutés en Angleterre peuvent combler dans une certaine mesure cette lacune.

Les résultats en ont été probants :

1. *Journal officiel* du 30 janvier 1902, page 279.

*Mortalité annuelle aux différentes périodes de la vie
selon les professions.*

	Age				
	13 ans	20 ans	23 ans	45 ans	65 ans et au-dessus
	—	—	—	—	—
Moy. générale.	4,37	6,04	10,16	23,27	92,65
Houillères . .	4,68	6,12	7,64	23,11	117,70

Mortalité comparée des hommes entre 25 et 65 ans.

	Pour 1000.	
	Moy. générale	mine
	—	—
Maladies nerveuses.	119	72
Suicides.	14	3
Maladies de la circulation.	120	95
Phtisie	220	126
Maladies du système respiratoire.	182	202
Maladies de vessie.	41	27
Maladies de foie.	39	22
Maladies d'estomac ou intestin. .	38	23
Alcoolisme.	10	3
Goutte	3	—
Autres maladies.	147	115
	<u>933</u>	<u>697</u>
Accidents	37	186
	<u>1.000</u>	<u>883</u>

On voit par ce tableau qu'en dépit du plus grand

nombre d'accidents, le niveau de la mortalité chez les mineurs reste inférieur à la moyenne et que si leur genre de travail peut provoquer chez eux un peu plus fréquemment qu'ailleurs des affections des voies respiratoires, par contre, ils jouissent d'une égalité de température qui les prémunit contre le plus redoutable des fléaux : la phtisie.

Un dernier exemple vaut d'être cité car il est particulièrement topique :

Lors de la récente enquête anglaise, un certain monsieur Mitchell fournit à la commission les renseignements suivants sur une société de secours mutuels ayant fonctionné auprès d'un charbonnage de 1865 à 1880 :

L'exploitation comprenait à la fois des ouvriers du fond et des ouvriers du jour, ces derniers représentant un sixième du total.

Or, dans les six années 1868-1874, les ouvriers du jour reçurent de la société 41,7 0/0 de plus qu'ils ne lui donnèrent sous forme de cotisations, la différence étant couverte par les cotisations des ouvriers du fond.

La cotisation des deux catégories était en effet la même et le secours était accordé aussi bien en cas d'accident qu'en cas de maladie. « La principale cause de cette disproportion frappante était, déclara M. Mitchell, que les ouvriers du jour souffraient davantage de bronchites, de rhumatismes et

de maladies inflammatoires que les ouvriers du fond. »

Les enquêteurs anglais n'avaient d'ailleurs pas besoin de ce nouvel exemple pour former leur conviction. Les tables présentées par le D^r Tatham, surintendant de la statistique à l'office du Registrar general, leur avaient déjà appris que le risque de mort par maladie chez les mineurs est de 16,6 0/0 inférieur à celui de tous les ouvriers en général et de 23,2 0/0 inférieur à celui de l'ensemble.

Aussi, à cet égard, la conclusion de la commission fut-elle très nette :

« Tous les documents qui nous ont été soumis et
« tous ceux que nous avons pu nous procurer par
« ailleurs prouvent que d'une façon générale l'emploi
« de l'ouvrier houilleur est dangereux mais *non mal-*
« *sain* (1). »

Même chez nous, beaucoup de partisans de la loi durent concéder qu'on avait attaché à la question de l'hygiène une beaucoup trop grande importance. « J'avoue, disait M. Baudin, que l'hygiène de certains ouvriers de l'industrie privée est très défectueuse, et certainement les mineurs sont, à ce point

1. Nous devons nos renseignements sur l'enquête anglaise à l'amabilité de M. Ed. Foester, attaché au comité des Houillères, qui a bien voulu nous confier, avant qu'il fût édité, le travail qu'il vient d'achever sur cette enquête.

de vue, plus favorisés que la corporation des verriers par exemple (1). »

La raison invoquée par M. Odilon-Barrot pour justifier le principe de la loi est donc plutôt basée sur un quiproquo et sur une légende que sur un état de choses existant. Ce sont là des arguments de réunion publique, des développements faciles pour les journaux de parti, mais qui, dépourvus d'assises sérieuses, ne devraient pas arrêter un Parlement.

Ce n'est point à dire que la situation des ouvriers des mines ne soit pas digne d'intérêt et qu'on ne puisse plus réaliser de progrès dans le sens de son amélioration ; nous voulons seulement établir qu'il n'y avait pas là un tel péril qu'on dût faire intervenir le législateur alors que la partie intéressée était suffisamment forte et avait affaire à des employeurs suffisamment bienveillants et intelligents pour que ses justes revendications pussent aboutir amiablement.

1. *Journal officiel* du 30 janvier 1902, p. 288.

2° La loi sur la réglementation du travail dans les mines considérée comme la constatation et la cristallisation de progrès déjà accomplis.

L'exposé fait plus haut a montré à quel point de vue tout différent s'est placé M. Boudenoot.

L'honorable sénateur et la commission qu'il représentait ont évidemment partagé l'opinion du Gouvernement qu'en présence de l'agitation des syndicats mineurs il fallait décidément faire quelque chose qui leur donnât un semblant de satisfaction et par conséquent proposer une loi aussi inoffensive que possible. C'est l'impression très nette qui se dégage de la lecture du rapport.

Cependant M. Boudenoot, dont le travail est des plus remarquables, n'a pas été sans prévoir les deux objections capitales que soulèverait cette façon d'envisager la question : la loi est inutile s'il s'agit de donner une pure satisfaction morale aux ouvriers ; elle est dangereuse si au contraire, comme c'est le cas dans l'espèce, elle innove pour un certain nombre d'exploitations.

Sur le premier point le rapporteur répond : non,

il n'est pas inutile de légiférer. D'abord, c'est sans doute pour les ouvriers une grande satisfaction morale que de voir le Parlement s'occuper de leur sort et tâcher de l'améliorer, et nous ne devons pas considérer qu'il soit négligeable de donner aux ouvriers une satisfaction morale. L'homme ne vit pas, en effet, seulement de pain, surtout à une époque où on désire développer de plus en plus son intelligence et sa conscience. Ensuite, en faisant consacrer la journée de huit heures par la loi, on consolide cet état de choses et l'on empêche tout retour en arrière (1).

Nous ne saurions partager la manière de voir de l'honorable rapporteur. En effet les syndicats ouvriers, et particulièrement les syndicats mineurs, n'ont déjà une tendance que trop manifeste à sortir du rôle purement économique qui devrait être le leur, pour devenir entre les mains de quelques fauteurs de désordre des instruments politiques auxiliaires des tendances les plus subversives. Quand on lit attentivement les réponses soit orales, soit écrites faites par leurs représentants aux membres des différentes commissions, on est péniblement affecté de constater combien peu ils se sont donné la peine d'étudier la grave réforme qu'ils suscitaient, remplaçant le raisonnement par des affirmations creuses et

1. Rapport Boudenoot, p. 26.

la discussion documentée par la confiance en leur propre infaillibilité.

Tandis que les directeurs de houillères et les ingénieurs mettaient à la disposition des délégués des deux Chambres une documentation sincère et abondante, répondaient avec calme et courtoisie aux allégations les plus invraisemblables des factums des syndicats, et recherchaient en vue d'une solution plus rapide des controverses, les discussions contradictoires, les porte-paroles des groupes ouvriers au contraire dissertaient le plus souvent à côté de la question, avançaient des exemples qu'ils n'avaient pas contrôlés et qui le plus souvent se retournaient contre leur thèse, enfin par-dessus tout évitaient tout débat avec les représentants des houillères en présence des membres de la commission.

Comme M. Aynard leur faisait grief de cette attitude, dans son discours du 29 janvier 1902 : « Les ouvriers n'ont pas besoin de se salir », interrompit M. Coutant (1).

Cette exclamation en dit long sur l'état d'esprit des chefs du parti.

D'ailleurs aucune spontanéité dans la plupart des déclarations : des réponses dictées d'avance par quelque orateur de réunion publique, que les délégués mineurs viennent débiter avec plus de discipline

1. *Journal officiel* du 30 janvier 1902, p. 292.

que de conviction. « Les prix de tâche sont toujours
« comptés pour que l'ouvrier ne puisse gagner qu'une
« journée de famine. Les ouvriers et moi sommes
« partisans d'un minimum de salaire légal, d'abord
« parce que, comme je le dis plus haut, les employés
« confient à leurs favoris les tailles les plus faciles à
« exploiter ; d'autre part ils stimulent certains forts
« ouvriers pour amoindrir les faibles », proclame
M. Casimir Defferrez, délégué mineur de la fosse
Blignière, de Denain, et M. Delannoy, délégué de la
fosse Casimir-Périer, de Fenain, fait, phrase pour
phrase, mot pour mot, identiquement la même réponse
à une question identique (1).

Puis ce sont des vœux contradictoires : les uns
déclarent le système de paye à la quinzaine excellent ;
les autres le trouvent exécrable et voudraient tou-
cher leurs salaires tous les huit jours ; en somme, l'é-
ternelle histoire du meunier, son fils et l'âne.

Comme il fallait s'y attendre, les rancunes parti-
culières trouvent là l'occasion de se donner libre
cours ; on accuse tel directeur de favoriser les ouvriers
pratiquants, tel autre de se laisser influencer dans
le choix des siens par des considérations politiques.
Bien entendu, les ingénieurs et les porions sont encore
moins ménagés, mais de renseignements susceptibles
d'intéresser le législateur sur la portée de la loi qu'on
lui réclame, peu ou prou.

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. II, pp. 9 et 22.

« Tant que l'ouvrier sera exploité par le capital,
« déclare le syndicat des mineurs de Valdonne, il
« sera impossible d'arriver à un accord durable.

« Il n'y aurait que la nationalisation des mines
« qui pourrait donner satisfaction aux ouvriers(1). »

La réponse de la chambre des ouvriers mineurs de Trets (Bouches-du-Rhône) est tout aussi topique. La commission des mines de la Chambre des députés lui demandait de « préciser et justifier ses revendications au sujet de la durée du travail. « Nous nous
« refusons à discuter cette question, répliqua-t-elle,
« et spécifions que nous voulons la journée de huit
« heures, compris le trajet d'aller et de retour au
« chantier, attendu que le fait de rentrer dans la
« mine constitue un travail ; les cantonniers voient
« leurs journées commencer du moment où ils par-
« tent pour aller à leur travail ; le gouvernement
« doit imposer aux compagnies ce qu'il a accepté
« lui-même pour ses ouvriers (2). » Et voilà comment d'ordinaire les syndicats résolvent toutes les difficultés.

Il est évident que pour l'élaboration des réponses, comme cela a lieu pour l'organisation des grèves, ce sont les violents, les exaltés qui, par tempérament ou par ambition, ont terrorisé leurs camarades et se sont mis en avant, en faisant passer leurs opinions pro-

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. IV, p. 213.

2. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. IV, p. 199.

pres pour celles de toute une région alors que les travailleurs, les timorés, étaient restés à leur front de taille.

Le syndicat Sainte-Barbe de Valenciennes (syndicat jaune) nous fournit des renseignements édifiants sur les procédés employés par les syndicats rouges pour recruter leurs adhérents. « Au début de leur organisation tout marchait assez bien et ils étaient arrivés à grouper quelquefois par persuasion, mais plus souvent par la force et la violence, ils étaient arrivés, disons-nous, à grouper la presque totalité des mineurs du bassin, et c'est alors que, conscients de leur force, les dirigeants rêvèrent de tout diriger et d'arriver, l'un à se faire nommer député, un autre conseiller général, un autre maire, etc.

« Il ne nous était plus permis alors de rien faire qui ne fût conforme à leurs idées. On ne pouvait plus aller, les catholiques à la messe, les protestants au temple.

« Si l'un de nous était vu en conversation ou en train de serrer la main à quelqu'un d'opinions politiques contraires aux leurs, on était mis à l'index... Jusqu'aux femmes qui n'étaient plus libres de vivre comme elles voulaient... On a vu un homme de trente ans menacer un gamin d'une quinzaine d'années de le mettre à l'eau si le lendemain il ne lui montrait pas un livret du syndicat (1). »

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. II, p. 67.

Si dans quelques rares exploitations, comme celle de Carmaux, on a pu faire à juste titre grief au patronat de ses tendances sectaires, on voit aussi que les ouvriers mineurs ne pèchent pas par excès d'esprit de tolérance.

Nul doute qu'avec de pareils procédés l'élection des représentants à envoyer déposer devant les commissions parlementaires n'ait été en beaucoup d'endroits faussée. M. Marsaut signalait à ce sujet à la commission du Sénat que la presque totalité des mineurs de Bessèges et de la plupart des mines voisines, qui n'avaient rien revendiqué, comprenant qu'une modification de l'état de choses existant serait la ruine pour les concessions qui les occupaient, et par conséquent pour eux la perte de leur gagne-pain, ces mineurs donc se sont trouvés avoir comme porte-paroles devant les divers congrès de la Fédération des mineurs un certain M. Chabrolin dont l'existence ne leur fut révélée que par les journaux (1).

Pour en terminer avec l'état d'esprit de ceux qui ont su s'imposer aux groupements ouvriers, il est intéressant de citer tout au moins la fin d'une déclaration du syndicat rouge des mineurs d'Anzin, qui termine son rapport à la commission des mines. On croirait lire, étant donné l'emphase du style, la violence des termes et le vide des formules, une procla-

1. Annexe au rapport Boudenoot, p. 96.

mation d'un comité jacobin quelconque, aux plus mauvais jours de la Révolution, tant les mêmes causes font surgir les mêmes effets :

« Des ouvriers, déclare-t-il, ont été renvoyés. Toutes les vexations sont encore employées à leur égard et on sent de toutes parts qu'une sourde colère gronde parmi le monde du sous-sol.

« Une seule étincelle suffirait pour mettre le feu aux poudres car on ne pourra pas maintenir longtemps des ouvriers qui entendent être libres dans un tel régime d'esclavage.

« Nous formons le vœu que la commission d'enquête contrôle minutieusement tous ces renseignements de façon à pouvoir mettre un frein à la fureur de ceux qui ont juré d'égorger la République, car ce qu'ils veulent c'est nous pousser à une révolution sanglante et nous craignons qu'ils n'y parviennent si les représentants du peuple ne les démasquent pas dans leurs desseins criminels(1). »

Et voilà les gens que M. Boudenoot croit pouvoir apaiser avec des « satisfactions morales » comme si toute concession accordée sous le coup de menaces de cette sorte n'était pas un encouragement à poursuivre l'œuvre commencée, à imposer au pays les caprices les plus fantaisistes germés dans la cervelle de quelque beau parleur de cabaret, et cela sous la

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. II, p. 49.

perpétuelle épée de Damoclès d'une grève générale ou même d'une révolution.

L'événement l'a d'ailleurs bien démontré : cette grève que la Chambre avait tout fait pour épargner au pays, par peur de laquelle on avait précipité le vote du premier projet, fut, M. Boudenoot le constate mélancoliquement (1), décrétée néanmoins et éclata en réalité après ce vote même, en octobre 1902, non plus il est vrai sur la question de la journée de huit heures puisque le prétexte manquait, mais à propos de l'élévation des salaires et des retraites. Si ces motifs eux-mêmes étaient venus à faire défaut, nul doute que les puits auraient été néanmoins désertés, quitte aux meneurs à découvrir après coup une revendication nouvelle ainsi que cela s'est passé maintes et maintes fois.

Quelle imprudence au surplus de la part d'un parlement que d'élaborer une loi sous l'impulsion de menées du dehors. L'histoire nous a montré quels sont les résultats de pareilles faiblesses et ce que valent les actes législatifs dictés du haut des tribunes par les bandes de Maillard ou de Marat.

Comme le faisait très justement remarquer M. Robert Pinot, parlant devant la commission du Sénat au nom de l'Union des Industries métallurgiques et minières (2), au lieu de hâter l'éducation de l'ouvrier

1. Rapport Boudenoot, p. 3, *in fine*.

2. Annexe au rapport Boudenoot, p. 124.

français, cette intervention la faussera, si elle ne la compromet pas définitivement. Après toutes les pressions que les meneurs du parti socialiste ont essayé de faire peser sur les pouvoirs publics, les ouvriers seront naturellement inclinés à croire aux solutions simplistes et décevantes ; ils penseront que la force peut tout et que le pouvoir de la loi est sans limite. Attendant tout des pouvoirs publics, les ouvriers s'éloigneront de l'action syndicale qui seule est capable d'adapter avec souplesse les vœux des ouvriers à leur réalisation possible.

Lorsqu'il sera avéré que le syndicat est un moyen d'action sur les pouvoirs publics, il deviendra purement et simplement une organisation politique.

Combien pénible deviendra alors la situation du législateur, sollicité de toutes parts au nom de ses anciennes libéralités, par de nouveaux groupes dont la situation se révélera au moins aussi intéressante que celle des corps de métiers déjà protégés.

Le président de la Commission du travail de la Chambre des députés n'a-t-il pas reconnu publiquement, à la séance du 5 février 1902, avoir restreint le projet aux mines de combustible, non pas que les autres fussent moins dignes d'intérêt (la mortalité est trois fois plus forte dans les mines de fer que dans les mines de houille), mais parce qu'elles n'avaient élevé aucune réclamation (1) ?

1. *Journal officiel* du 6 février 1902, p. 446.

N'est-ce point là une invite au mécontentement, une prime à la grève ?

Aussi bien dans beaucoup d'industries les ouvriers commencent-ils déjà à trouver que l'on taille aux mineurs la part un peu trop large. Que leur répondra-t-on lorsqu'à leur tour ils partiront en guerre. Sur une pareille pente, où s'arrêter ?

Si au moins les mineurs avaient pu donner comme prétexte un refus systématique de la part des patrons d'entrer en pourparlers avec leurs syndicats. Mais c'est le contraire qui est la vérité : les nombreuses conventions intervenues à Arras entre les délégués ouvriers et les délégués des compagnies houillères sont là pour l'établir.

L'ouvrier est suffisamment armé aujourd'hui pour traiter avec son patron de puissance à puissance. Pourquoi recourt-il comme un enfant en tutelle à la protection constante du Parlement, sans vouloir se rendre compte que, par cette tendance déplorable, il perd tout à la fois et de sa dignité et de son initiative.

Les partisans de la réglementation ont prétendu que si on accordait au mineur la journée de huit heures, on lui fournirait par là même le moyen de consacrer à l'étude une partie de ses loisirs, ce qui l'amènerait peu à peu à se soustraire à l'influence des meneurs (1).

1. Rapport Boudenoot, p. 23.

Il est difficile de partager un aussi bel optimisme, et, le résultat le plus vraisemblable au contraire d'une nouvelle concession serait que le prestige des fauteurs de désordre se trouverait accru d'autant, car ils ne manqueront pas de se targuer de ce premier succès pour faire escompter à brève échéance la victoire complète et finale, pourvu que l'on obéisse aveuglément à leurs indications.

L'ardeur à l'étude de l'ouvrier mineur est également bien illusoire, surtout si on considère l'accroissement constant du nombre des cabarets dans les régions essentiellement minières. Dans la concession des mines d'Aniche certaines communes en possèdent plus de 4 pour 100 habitants, femmes et enfants compris, soit au moins 16 pour 100 hommes adultes ou 1 pour 6.

C'est pourquoi la première théorie de M. Boudenoit nous paraît dangereuse à tous égards.

Un gouvernement fort, conscient de sa responsabilité, ne devrait pas, à notre avis, légiférer sous une pression extérieure. Nous irons même plus loin : quand bien même dans son esprit la loi eût été équitable, il aurait dû attendre pour en presser l'examen que les troubles dont on le menaçait fussent ou apaisés, ou réprimés, car pour qu'un pays ait pleine confiance en ceux qui le dirigent, il est nécessaire

que ceux-ci prouvent d'abord qu'ils sont forts avant de montrer qu'ils sont justes.

Il est à peine nécessaire de s'arrêter sur l'argument subsidiaire du rapporteur : « En faisant consacrer la journée de huit heures par la loi, on consolide cet état de choses et l'on empêche tout retour en arrière. »

De pareils reculs sont bien invraisemblables et point n'est besoin au législateur d'intervenir pour les prévenir.

D'ailleurs si par extraordinaire, un bouleversement économique venait à se produire qui fit pour l'industrie une question vitale de la prolongation de la durée du travail, force serait bien à l'ouvrier de s'y soumettre et au Parlement de s'y conformer. En temps ordinaire le droit de grève est amplement suffisant pour permettre au salariat de conserver les positions acquises.

β). — A la seconde objection : le projet est dangereux et fatal pour les mines qui n'ont pas encore la journée de huit heures, M. Boudenoot répond en substance : cela serait vrai si nous avions adopté intégralement la proposition Basly, car il s'en serait suivi pour l'ouvrier une diminution inéluctable de son salaire, en même temps que bon nombre d'exploitations minières se seraient trouvées en fâcheuse position, mais avec la progression que nous avons établie et les dérogations que nous prévoyons, notre loi sera hors d'état de nuire à qui que ce soit.

Cette facilité d'adaptation, que M. Boudenoot (1) considère là comme une des qualités essentielles de la loi en question, nous paraît au contraire constituer un vice fondamental.

Il est bon, cela est vrai, qu'une loi soit souple, c'est-à-dire qu'elle offre au juge une latitude suffisante pour lui permettre, suivant les espèces, de faire montre d'indulgence ou de rigueur; mais il faut aussi qu'elle soit également applicable sur tous les points du territoire de façon que ce qui devient illicite pour l'un ne reste pas licite pour l'autre. On ne conçoit guère la loi du 9 avril 1898 introduite dans quarante-trois départements tandis que dans les quarante-trois autres les ouvriers en seraient encore à invoquer les prescriptions de l'article 1382 du Code civil. L'anomalie serait plus frappante encore si des différences existaient de canton à canton. C'est cependant ce qui va se produire avec le texte de la commission du Sénat.

Quelle que fût l'intransigeance du projet Basly, ses rédacteurs avaient néanmoins été forcés d'admettre une première dérogation possible et de consentir que « des réparations urgentes pour la sécurité des ouvriers seraient un motif à prolonger la journée de travail au delà du terme prévu. »

Bon gré mal gré, en effet, dès qu'on examinait la question au point de vue pratique, il fallait bien

1. Rapport Boudenoot, p. 27.

reconnaître qu'on ne pouvait pas prétendre assimiler complètement une mine à un atelier. Dans ce dernier, l'ouvrier payé la plupart du temps à la journée voit ses entrées et ses sorties réglées à heures fixes, et travaille entre les deux coups de cloche sans qu'aucun règlement n'ait à tenir compte de risques ou d'aléas.

Dans une mine, rien de pareil : c'est une lutte perpétuelle entre l'homme qui cherche à accomplir le plus de travail possible en vue de réaliser les plus gros gains, et les éléments ennemis : le feu, la terre et l'eau. Dans ces conditions point de tâche méthodiquement distribuée pour être exécutée dans un délai déterminé. Le piqueur a son front de taille à forfait suivant les difficultés probables de l'extraction ; si la chance le favorise, il remplira ses bennes et s'en ira sa journée finie ; mais qu'un accident se produise, que l'eau gicle à travers les parois, que le toit s'affaisse, qu'un commencement d'incendie vienne à se déclarer, dans tous ces cas, quelle que soit l'heure, quelle que soit la loi, le mineur restera à son poste pour parer au plus pressé.

C'est en un mot le cas de force majeure devant lequel M. Basly lui-même dut s'incliner et auquel la Chambre des députés et le Sénat donnèrent une plus grande extension en décidant « que l'exploitant pourrait, sous sa responsabilité, en cas de danger imminent, prolonger la journée de travail en atten-

dant l'autorisation qu'il sera tenu de demander immédiatement à l'ingénieur en chef. »

Mais en certains cas les promoteurs de la loi avaient été plus royalistes que le roi, plus interventionnistes que leurs mandants.

Dans beaucoup de régions, en effet, et particulièrement dans le Nord, l'usage s'est implanté de pratiquer de longues coupes à certaines périodes correspondant généralement aux époques de fortes demandes. A cette coutume, les mineurs ne sont pas moins attachés que les exploitants, car si ces derniers trouvent là le moyen de satisfaire leur clientèle au moment où les sucreries et le chauffage domestique réclament en même temps du combustible, les ouvriers, de leur côté, en vue de se faire avant la fête de Sainte-Barbe une quinzaine de gains majorés, ne demandent qu'à augmenter de deux, trois et même quatre heures leur séjour au fond.

« Par l'activité exceptionnelle de leur travail, nous
« dit M. Gruner, ils arrivent souvent à doubler cha-
« cune de leurs journées de cette quinzaine et à
« augmenter ainsi de 60 à 80 francs leur gain.

« L'ensemble des longues coupes de la quinzaine
« de Sainte-Barbe est arrivé ainsi, en prenant par
« exemple une exploitation du Pas-de-Calais, à don-
« ner :

« Aux piqueurs un complément de

« salaires de. 141 fr. 75

« Aux aides-mineurs 121 fr. 50
« Aux herscheurs 70 fr. 00
« On comprend d'après cela que la masse des
« ouvriers tient beaucoup à continuer à profiter de
« ces gains complémentaires qui viennent renforcer
« les quinzaines d'hiver, alors que les frais sont plus
« grands à la maison (1). »

La commission du Sénat, n'estimant pas prudent de supprimer un usage aussi solidement établi, ajouta à la liste des dérogations que pourrait accorder l'ingénieur en chef le cas où il y aurait « accord entre les ouvriers et l'exploitant pour le maintien de certains usages locaux. »

Mais un inconvénient d'une importance bien plus considérable et que M. Basly n'avait pas voulu prévoir, ne tarda pas à se faire jour : la difficulté d'édicter une réglementation touchant aux conditions les plus essentielles de l'exploitation pour des choses aussi dissemblables que sont les différentes concessions houillères en France ; comme l'exposait M. de Castelnau, ingénieur délégué du conseil de la compagnie des mines de la Grand'Combe, les mines du Midi n'ont guère d'autre ressemblance avec celles du Nord et du Pas-de-Calais que celle de la couleur du produit que l'on en extrait. Conditions géologiques, topographie du sol, nature, épaisseur, régu-

1. Annexe au rapport Boudenoot, pp. 63 et 64.

larité, qualité des couches, dureté des terrains, profondeur des travaux, méthodes d'exploitation, habitudes de travail de la population ouvrière, conditions commerciales, tout est différent (1).

Or, tandis que les grandes compagnies du Nord auxquelles les conditions d'exploitation de leurs gisements ont déjà permis d'accorder des réductions considérables de la journée de travail, ne seraient que peu atteintes par la nouvelle loi, quantité de petites houillères du Centre et du Midi au contraire qui, sans grands débouchés commerciaux, voient chaque année leurs prix de revient s'accroître et sont en conséquence forcées de maintenir pour les piqueurs la journée de neuf heures et demie ou même de dix heures, celles-là déclarèrent tout nettement et démontrèrent chiffres en main que si le projet Basly était consacré par les Chambres, il ne leur resterait plus qu'à fermer leurs puits et à liquider.

Les mines du Gard, par exemple, dont l'exploitation se fait de plus en plus onéreuse au fur et à mesure que les couches deviennent plus profondément situées, placées au centre d'un pays peu industriel, voient leur zone de vente à tel point réduite par la concurrence anglaise et américaine que dans certaines années où le coût du fret se trouve être par-

1. Annexe au rapport Boudenoot, p. 91.

tiellement bas, les charbons étrangers arrivent jusqu'à Allais, au centre du bassin (1).

Le législateur ne pouvait raisonnablement, pour le bon plaisir des syndicats du Nord, ruiner les mines méridionales et avec elles bon nombre d'industries qu'elles approvisionnent de combustible, et qui, si elles venaient à disparaître, seraient réduites à acheter les charbons anglais à un prix d'autant plus élevé qu'elles se trouveraient elles-mêmes plus éloignées de la mer, avec, comme conséquence, un prix de revient tellement élevé qu'il leur faudrait disparaître devant la concurrence de l'extérieur.

En raison du danger flagrant le Parlement vota donc que des dérogations aux prescriptions de l'article 1^{er} pourraient être autorisées par le ministre des Travaux publics, après avis du Conseil général des Mines, dans les mines où l'application de ces prescriptions serait de nature à compromettre, pour des raisons techniques ou économiques, le maintien de l'exploitation.

Ainsi donc le principe de la loi n'était pas plus tôt admis que ses auteurs reculant devant ses conséquences possibles s'empressaient de lui rogner ongles et dents en en suspendant l'application suivant les circonstances ou l'arbitraire d'un ministre.

La première série de ces dérogations, celles qui

1. Annexe au rapport Boudenoot, p. 93.

dépendent de l'ingénieur en chef, bien que plus admissible que la seconde, n'est pas cependant sans prêter à quelques remarques.

D'abord on a laissé aux patrons une certaine initiative en cas de danger ; tous ont immédiatement pressé de questions les membres de la commission à ce sujet. On leur disait en effet : en cas de force majeure vous pourrez faire continuer le travail. — Mais, particulièrement dans une mine, où commence le cas de force majeure et où finit-il ? Quelle sera l'étendue de la responsabilité des exploitants si l'ingénieur auquel ils devront en référer refuse l'autorisation ? Cela ne deviendra-t-il pas pour eux une source continue de difficultés et de procès ?

C'est que les tendances actuelles de la jurisprudence ne sont guère faites pour rassurer le patronat.

L'extension inattendue donnée aux prescriptions de la loi sur les accidents du travail est là pour le démontrer.

Aussi, les employeurs instruits par l'expérience hésitent-ils toujours comme devant un traquenard à user de l'initiative qu'un acte législatif paraît leur attribuer.

Puis, après avoir tant vanté le côté sanitaire de la réglementation, pourquoi maintenir malgré tout des longues coupes ? les ouvriers vont-ils, dans la quinzaine qui précède la fête de leur patronne, se trouver miraculeusement immunisés contre ces gaz

délétères dont M. Odilon-Barrot nous a dépeint les terrifiants effets ? Pourquoi ce qui est mauvais en temps ordinaire devient-il admissible alors ?

Toujours parce qu'en fait, la loi est avant tout une loi électorale ; parce qu'on cherchait beaucoup moins le véritable intérêt des mineurs qu'à complaire à leurs syndicats et que comme ces derniers réclamaient le maintien des usages locaux, on fut trop heureux de le leur accorder, sans aucun souci de rester logique avec soi-même.

Mais que dire de la seconde dérogation ? on vote la loi à grand fracas, mais on déclare qu'elle ne sera applicable qu'à ceux qui s'y sont conformés avant la lettre ; pour les autres ils continueront comme par le passé.

On a, pour employer une expression vulgaire, enfoncé des portes ouvertes.

Dans une concession les mineurs ne devront, en vertu de la réglementation, travailler que huit heures ; dans une exploitation voisine ils continueront à rester dix heures au fond de la mine. On ne saurait trouver mieux comme ferment de réclamations et de grèves.

Et quel sera le critérium qui permettra de distinguer le bon grain de l'ivraie, le directeur qui réclamera la dérogation par nécessité de celui qui la sollicitera par cupidité.

Le Parlement laisse à l'appréciation d'un ministre,

après simple avis du Conseil des mines, le soin de se prononcer souverainement à cet égard.

Il valait autant dire qu'il appartiendrait à chaque ministre, suivant ses tendances personnelles et celles du parti qui l'aurait porté au pouvoir, d'enlever à la loi toute espèce de portée, de l'annihiler en fait, ou, au contraire, en l'appliquant dans toute sa rigueur, d'en faire l'instrument brutal et aveugle proposé par le groupe Basly, mais dont les Chambres n'ont point voulu.

Supposons que dans un avenir prochain, et cela n'a rien d'absolument invraisemblable, nous ayons un ministre des Travaux publics socialiste, il pourra, sous prétexte d'obéir à un principe, ruiner de gaité de cœur plusieurs régions industrielles, sinon florissantes, du moins existantes.

N'y a-t-il pas, d'ailleurs, un commencement d'application des idées socialistes dans le fait de permettre, au moyen de dérogations, à de petites houillères, mal dotées naturellement, de regagner du terrain sur leurs anciennes concurrentes heureuses, plus riches et mieux situées.

C'est bien là un exemple du rétablissement factice d'équilibre, du désavantage du fort au profit du faible, dont nous entretenons les feuilles avancées comme devant être un des principaux attraits de la société future.

Les partisans de la réglementation répondront

naturellement à ces objections : vos craintes qui auraient eu leur raison d'être si le projet Basly avait été adopté, sont maintenant dépourvues de base puisque le législateur a eu soin de ménager la transition aux directeurs de houillères en limitant, par l'article 1^{er}, successivement la journée du mineur, d'abord à neuf heures, puis deux ans après à huit heures et demie, puis deux autres années ensuite à huit heures.

Les dérogations ne pourront donc être, lorsqu'on arrivera à ce dernier palier, qu'une infime exception car les ingénieurs auront eu plus que le temps nécessaire pour plier leur exploitation aux exigences de la réglementation nouvelle, soit en perçant de nouveaux puits, soit en généralisant l'usage des machines et le travail à double poste, soit en tirant parti de gisements encore vierges.

Nous verrons plus loin combien ces progrès sont hypothétiques et combien peu nombreuses sont les mines qui possèdent les moyens financiers ou matériels de les réaliser.

3° *La Loi sur la réglementation de la durée du travail des mineurs adultes considérée comme l'exercice du droit de l'État d'intervenir entre l'exploitant et l'ouvrier dans les concessions qu'il a accordées.*

L'argument invoqué par M. Janet ne lui est pas spécial et bien souvent il a été mis en avant pour rassurer certains esprits qui redoutaient que la loi en question ne fût qu'un premier pas sur une voie où il serait bien difficile ensuite de s'arrêter.

C'est ainsi que M. Pierre Baudin cherchant à la séance de la Chambre du 29 janvier 1902 à établir juridiquement le droit de l'État d'imposer dans l'exploitation des mines, des mesures spéciales de police et de protection en faveur des ouvriers, rappelait la proposition déposée plusieurs années auparavant par M. Waldeck-Rousseau et ainsi conçue : « L'industrie des mines n'est pas une industrie libre. Le législateur a retenu pour l'État le droit de prescrire toutes les mesures qu'il jugera d'intérêt général, entre autres celles qui concernent les devoirs

des concessionnaires envers leurs ouvriers (1). »

Malgré la haute autorité de son auteur, cette théorie ne semble pas exempte de tout reproche.

C'est sans doute une idée très répandue que les concessionnaires demeurent perpétuellement les obligés de la nation qui gratuitement leur a cédé une partie de la richesse commune à tous, et qu'ils doivent par suite se soumettre à toutes les obligations que le gouvernement croit devoir leur imposer quant au mode d'exploiter les biens cédés.

Mais on paraît oublier là le texte formel de l'article 7 de la loi du 21 avril 1840 qui déclare : « Il (l'acte de concession) donne la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est dès lors disponible et transmissible comme tous les autres biens, et dont on ne peut être exproprié que dans les cas et selon les formes prescrits pour les autres propriétés, conformément au Code civil et au Code de procédure civile. »

Si le titre V établit, il est vrai, au profit de l'Etat un droit de surveillance, c'est uniquement pour empêcher le gaspillage des richesses minérales qui n'ont été que si parcimonieusement départies à notre pays, pour guider les exploitants ou, pour, dans l'intérêt général, empêcher un ralentissement injustifié de la production.

Rien ne l'autorise à reprendre d'une main ce qu'il

1. *Journal officiel* du 30 janvier 1902, p. 288.

a donné de l'autre, et après avoir incité les particuliers à investir des sommes considérables dans ces entreprises, à les empêcher de retirer le fruit de leur travail et de leurs sacrifices, en leur imposant de nouvelles charges qu'ils ne pouvaient prévoir lorsqu'ils ont sollicité l'acte de concession.

Cet acte de concession, en effet, ne constitue pas, comme on le pense la plupart du temps, un contrat à titre gratuit, mais un contrat à titre onéreux par lequel l'État, préférant ne pas entreprendre lui-même une industrie qu'il juge trop précaire et trop aléatoire, cède à des tiers un périmètre quelconque, à charge par ceux-ci, sous le contrôle du gouvernement, de consacrer les capitaux nécessaires à sa mise en valeur.

Le législateur s'est montré à la fois très sage et très psychologue, en laissant à l'initiative privée le soin de rechercher et d'exploiter les mines, car combien de mécomptes et de déboires dans la poursuite des gisements? Combien de fortunes englouties pour quelques hasards heureux que l'on cite toujours ?

Et le filon une fois trouvé, la mine une fois obtenue, le concessionnaire n'est pas au bout de ses peines pour retirer d'une exploitation toujours difficile, rarement rémunératrice, l'intérêt normal du capital qu'il y aura consacré. Les nombreuses mines inexploitées faute de résultats pratiques sont là pour l'établir.

Les exemples abondent. M. Aynard citait entre autres le cas de vingt sondages faits dans le Pas-de-Calais dans l'espoir de rencontrer des terrains carbonifères et qui ont coûté 12 à 15 millions. Or, sur les vingt, un seul réussit (1).

Peu d'industries rapportent des intérêts aussi faibles que les exploitations minières, et pourtant la grosse masse en fait le prototype de la richesse.

C'est que, lorsqu'un concessionnaire vient à tomber sur un filon particulièrement riche, ou lorsque les fluctuations économiques permettent, certaines années, de réaliser de beaux bénéfices, les chiffres grossis encore, passent de bouche en bouche et chacun se figure que c'est là de l'argent retiré du patrimoine commun pour enrichir quelques privilégiés.

« Vos énormes dividendes, dit-on alors aux compagnies, consacrez-en une partie à payer des ouvriers supplémentaires et notre loi n'aura rien d'impraticable. » M. Baudin, lui-même, n'allait-il pas jusqu'à prétendre que les frais de la réglementation pourraient être faits par les réserves des houillères (2).

On ne veut pas assez réfléchir que ces fameux bénéfices, qui sont le thème favori des orateurs de congrès, constituent non seulement une compensation pour la période de tâtonnements et pour les

1. *Journal officiel* du 6 février 1902, p. 449.

2. *Journal officiel* du 30 janvier 1902, p. 289.

années mauvaises, mais une également pour toutes les recherches infructueuses, toutes les exploitations avortées. Comment les capitaux consentiront-ils encore à s'engager dans ces entreprises hasardeuses si l'État, en vertu d'on ne sait quelle prérogative particulière, peut à tout moment intervenir pour leur imposer de nouvelles charges qui feront qu'en supposant toutes les chances favorables, ils ne pourront retirer de leur argent un intérêt supérieur à celui que donne une entreprise de tout repos.

Un aperçu de la situation de quelques mines, actuellement en exploitation, établira ces vérités d'une façon plus frappante encore.

En commençant par les houillères du Nord.

A Aniche, au bout de soixante-dix ans d'extraction on n'avait encore distribué que six dividendes insignifiants. La mine avait ruiné ses premiers actionnaires qui ne trouvaient pas acheteur à fr. 2.000 le sol des parts qui leur revenaient à fr. 40.000 (1).

La Compagnie de l'Escarpelle, pour un capital engagé de 13.400.000 francs distribua en moyenne fr. 456.000 de dividendes, ce qui donne du 3,40/0 (2).

A Anzin, perpétuellement citée en exemple de bénéfices disproportionnés, il ne fallut pas immobi-

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. I, pp. 31 et suivantes.

2. *Id.*, pp. 76 et suivantes.

liser moins de 120 millions de francs pour atteindre le résultat obtenu.

Des sommes considérables ont en outre été employées à l'origine pour la recherche et la mise en valeur du gisement et Désaubois, l'un des principaux explorateurs du commencement du XVIII^e siècle, y engloutit toute sa fortune (1).

Aux mines de Crespin les capitaux versés et dépensés à ce jour s'élèvent à 8 millions. Or, aucun dividende n'a pu encore être distribué ni aucune réserve faite (2).

La société de Thivencelles qui existe depuis 1844 n'a encore distribué à ses actionnaires que 500.000 fr. au total pour un capital actions de 5 millions, les bénéfices ayant toujours dû être appliqués à des travaux de premier établissement ou de recherches et au service des emprunts (3).

Les mines de Meurclin ne distribuèrent depuis leur fondation jusqu'à 1875 qu'un dividende moyen de 5 0/0, puis de 1875 à 1885 durent cesser toute distribution en raison de leur situation critique (4).

Aux mines d'Ostricourt, où l'extraction a commencé en 1859, les sociétés de recherches ont dépensé à l'origine la somme de 993.123 fr. 53. Le capital ac-

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. I, pp. 143 et suiv.

2. *Id.*, p. 156.

3. *Id.*, t. I, pp. 192 et suivantes.

4. *Id.*, pp. 288 et suivantes.

tions de 3 millions n'a jamais reçu de dividende. Si on comptait les intérêts à 5 0/0, le capital actuel de la compagnie serait de plus de 25 millions. En 1895 emprunt de 1.350.000 francs. En 1897 emprunt de 2.950.000. Aucun capital n'a pu être mis en réserve (1).

Les actionnaires de la compagnie de Béthune exploitée depuis 1851, ont reçu en moyenne 4,68 0/0 du capital engagé, c'est-à-dire un intérêt bien inférieur à celui qu'ils auraient obtenu en faisant des placements hypothécaires au taux légal, étant donné surtout les longues périodes de privation de dividendes ou d'intérêt réduit (2).

Aux mines de Clarence, concédées depuis 1895 et constituées au capital de 5 millions, pas de dividende distribué, pas de capital mis en réserve (3).

A Ferfay-Cauchy, une première compagnie de Ferfay et de Ames, fondée en 1853 au capital de 3 millions, dut liquider en 1880 et ses actionnaires, déclarés civilement responsables des dettes, rapporter à la liquidation 1.600 francs par action possédée. La société de rachat ne distribue, lorsqu'elle est à même de le faire, que de faibles dividendes (4).

A Liévin on a engagé depuis l'origine (1862) près de

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. I, p. 313.

2. *Id.*, p. 336 et suivantes.

3. *Id.*, t. I., pp. 336 et 388.

4. *Id.*, pp. 397 et 398.

35 millions et le dividende moyen n'a été que de 600.000 francs (1).

Dans les mines du Centre il est moins aisé d'avoir des chiffres exacts à raison de l'ancienneté de la plupart des exploitations (2). Toutefois pour la société de Commentry-Fourchambault et Decazeville, on possède les éléments pour évaluer à 40 millions les capitaux investis, ce qui pour les douze dernières années donne un dividende inférieur à 3 0 0.

Aux mines de Blanzv, pendant la période 1882-1902 qui renferme les deux années exceptionnellement prospères de 1900 et 1901, le dividende distribué ne représente qu'un intérêt annuel de 0,72 0/0 du capital initial (3).

Dans le Midi les chiffres sont plus concluants encore.

Aux mines de Graissessac, de 1864 à 1901 inclus il a été distribué aux actionnaires des dividendes correspondant à un revenu annuel moyen de 4,39 0/0 de la valeur nominale originelle des actions. Les années 1884, 1892, 1893, 1894 et 1895 n'ont donné aucun dividende (4).

L'exploitation de Lallequiere monte à 1836 voit ses premiers concessionnaires tomber en faillite en 1888.

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. I., pp. 413 et s.

2. *Id.*, t. III, p. 202.

3. *Id.*, t. III, p. 323.

4. *Id.*, t. IV, p. 23

La compagnie actuelle, fondée après l'achat de la mine à l'adjudication en 1890, a engagé un capital de 1.400.000, augmenté ensuite par émission nouvelle jusqu'à 2.400.000 francs. En 1903 elle n'avait distribué que 923.000 francs de dividendes (1).

Pour la Grand'Combe, impossible d'obtenir des chiffres même approximatifs, en raison de l'ancienneté de l'exploitation (2).

Les mines de Portes qui appartiennent depuis 1861 à la Société anonyme des Gaz et Hauts-Fourneaux de Marseille et des mines de Portes et Sénéchas, ont immobilisé des capitaux considérables, soit à l'origine, soit successivement en travaux de recherches et d'aménagement. L'ensemble des résultats de l'exploitation depuis 1861 se solde par un déficit important. Aussi n'a-t-il été à aucune époque possible d'appliquer aux capitaux engagés un dividende quelconque et l'exploitation n'a-t-elle pu être maintenue qu'en raison de l'objet multiple de la société dont elle fait partie (3).

Les houillères de Rochebelle n'ont pu distribuer comme moyenne annuelle à leurs actionnaires que 1,60 0/0. Elles ne possèdent aucune réserve (4).

La Société nouvelle des Charbonnages des Bouches-du-Rhône, pour un capital actions de près de

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. III, p. 83.

2. *Id.*, p. 71.

3. *Id.*, t. IV, p. 101.

4. *Id.*, p. 122.

8 millions, distribua en vingt ans 1.754.500 francs de dividendes, soit un peu plus de 1 0/0 (1).

Aux mines d'Albi constituées en 1881 au capital de 3 millions, les actionnaires n'ont pas touché un centime jusqu'à 1896 (2).

La Société anonyme des mines de Peyrebrune a depuis neuf années distribué un seul dividende de 3 0/0 (3).

Les mines de Latapie et Bouquiès, après avoir englouti des sommes énormes ont été contraintes de passer la main à la société métallurgique de l'Arrière (4).

Ce court aperçu, très incomplet d'ailleurs, montre que pour la plus grande partie des mines viables, la situation est loin d'être brillante. Qu'on ajoute à cette liste celle de tous les sondages infructueux, de toutes les entreprises abandonnées, on se rendra compte qu'en accordant une concession minière l'État ne crée pas une richesse et que le plus souvent le droit de recherche ou d'exploitation n'est qu'un droit à la faillite.

Si malgré tous ces risques, des capitaux se présentent encore, c'est que l'industrie des mines est un

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. IV, p. 171.

2. *Id.*, p. 235.

3. *Id.*, p. 262.

4. *Id.*, t. IV, pp. 317 et 318.

jeu et que l'espoir d'un coup heureux tente malgré tout beaucoup de gens en dépit de neuf chances de pertes.

Mais si le gouvernement, pourtant intéressé directement et indirectement à la prospérité des exploitations minières, en paralyse la marche régulière par l'imposition de charges toujours croissantes, les spéculateurs les plus aventureux comprendront qu'ils jouent une partie de dupes où ils seront les éternels perdants et chercheront des placements plus avantageux.

C'est alors, quand une à une les sociétés fermeront leurs puits et que des milliers de mineurs se trouveront sans emploi, que gouvernement et ouvriers s'apercevront qu'ils ont tué la poule aux œufs d'or.

Pourquoi au surplus ne pas avoir le courage de son acte et mettre en avant de vains principes de droit ?

Sans doute le Parlement peut imposer dans les houillères la journée de huit heures, mais il le peut au même titre que dans n'importe quelle exploitation ou industrie. Il n'y a point là une mesure d'exception justifiée par une situation d'exception, mais l'inauguration d'une législation nouvelle dont n'importe quelle classe d'ouvriers peut espérer maintenant bénéficier à brève échéance.

Tel était d'ailleurs le but des plus zélés partisans de la loi ; ils se sont à peine souciés de le dissimuler.

Comme M. Aynard exposait à la Chambre que la

situation des verriers, des puisatiers, des chauffeurs et mécaniciens, des ouvriers métallurgistes, etc., était au moins aussi digne d'intérêt que celle des mineurs : « Il faudrait faire la même chose pour toutes les industries, voilà tout », interrompit M. François Fournier, et M. Édouard Vaillant d'ajouter : « Commençons par les mineurs, nous passerons aux autres après (1) ! »

C'est en effet l'aboutissement logique du vote des deux Chambres, mais celles-ci se sont bouché volontairement les yeux pour ne pas voir le danger. Il est cependant intéressant de chercher à se rendre compte de ce qu'il adviendra de l'industrie française quand « on sera passé aux autres ».

1. *Journal officiel* du 6 février 1902, p. 447.

**Dangers de la réglementation de la durée du travail
dans les mines considérée en tant que précédent.**

Le lendemain même du jour où la Chambre des députés avait sanctionné par son vote le projet Odilon-Barrot, M. Gérault-Richard, sous le titre : « La journée de huit heures », écrivait l'article suivant dans la *Petite République* socialiste.

« Voilà donc inscrite dans la loi la journée de huit heures. L'application n'en sera point immédiate et ne s'étendra qu'à une certaine catégorie de travailleurs. Mais c'est un grand fait qu'une des principales revendications du prolétariat entre dans la légalité bourgeoise.

« Quand le citoyen Guesde n'était pas retombé au révolutionnarisme de son enfance, il disait aux députés : « Votre propre légalité nous suffira. »

« Il entendait ainsi qu'à force de pénétrer de socialisme les institutions capitalistes, nous rendrions presque insensible la transition du régime présent à celui que nous désirons. »

On ne saurait être plus clair. Les mineurs mieux organisés, plus résolus sont à l'avant-garde du parti

ouvrier révolutionnaire, ce sont donc eux que les grands chefs ont fait donner.

Maintenant que la trouée est faite, toute l'armée du prolétariat y passera aisément.

De deux choses l'une : ou le Parlement se ressaisira et résistera ; alors ce sera la lutte de classes qu'il aura déchaînée par sa première imprudence ; ou bien il cédera à nouveau, et la ruine économique du pays se trouvera à peu près consommée.

La déposition devant la commission du Sénat de l'Union des Industries métallurgiques et minières et des industries qui s'y rattachent, comprenant 16 chambres syndicales et représentant pour la France entière toutes les industries de la métallurgie, des constructions mécaniques, du gaz et de l'électricité, nous fournit à cet égard des indications précieuses.

M. Pralon, administrateur délégué de la Société de Denain et d'Anzin, membre du Comité des Forges de France, parlant au nom de ce dernier, déclarait :

« Dans notre industrie, l'effet serait bien net. Nous
« avons essayé de mettre quelques chiffres sur le
« papier et nous avons aussitôt reculé d'effroi, car
« les majorations étaient telles que tout examen
« devenait superflu. Il n'y avait qu'à fermer l'usine
« et à mettre nos ouvriers sur le pavé ! » ; et après
avoir exposé les raisons techniques qui motiveraient
une augmentation brusque de 100 0/0 du personnel,

M. Pralon continue : « Devant cette impossibilité
« matérielle, il nous paraît inutile de nous étendre
« sur les conséquences financières d'une telle mesure;
« on ne sera pas surpris qu'en calculant approxima-
« tivement pour les usines qui nous ont servi d'exem-
« ple en commençant, l'augmentation des dépenses
« en salaires qui en résulterait, nous ayons trouvé
« qu'elle dépasserait 50 0/0 des sommes payées
« actuellement et qui s'élèvent, y compris les frais
« de secours et pensions, à plus de 7 millions par an.
« Ce serait donc un petit supplément de 3.500.000 fr.
« en face de bénéfices distribuables dont le maximum
« a été de 750.000 francs. On remarquera en passant
« la petite part qui, dans nos industries, va au capi-
« tal, eu égard à celle qui va aux salaires (1). »

Cette disposition fut en tous points confirmée par M. Lichtemberger, fondé de pouvoirs de MM. Schneider et C^{ie}, et par M. Pinget, secrétaire du Comité des Forges, parlant plus spécialement au nom des Forges de l'Est.

Au nom de la Chambre syndicale des constructions mécaniques, M. Lichtemberger, prenant à nouveau la parole, exposa en substance : « Si la journée de huit heures était appliquée dans les hauts-fourneaux et dans les grandes forges, l'augmentation des prix qui en résulterait et que vous connaissez par

1. Annexe au rapport Boudenoot, pp. 109 et 110.

l'exposé qui vient de vous être fait, suffirait pour arrêter définitivement tout travail dans nos ateliers qui, avec les cours actuels des matières, ont déjà tant de peine à lutter contre la concurrence étrangère sur notre propre marché national et cela malgré les droits de douane.

Au point de vue de l'application de la journée de huit heures dans nos ateliers de construction mécanique, nous nous permettons de vous faire remarquer que dans l'industrie mécanique, le rendement ne dépend pas, en général, de la volonté ou de la force physique de l'ouvrier.

Pour une machine-outil, par exemple, le travail-heure de cette machine sera le même, qu'elle marche huit ou dix heures par jour.

Pour l'ouvrier, actionnant lui-même l'outil (ajusteur, chaudronnier, monteur, forger), travaillant généralement à l'entreprise et recevant, par suite, un salaire proportionnel à sa production, il faut admettre qu'il a actuellement un rendement maximum, comme le lui commande son intérêt, et qu'il ne pourra, avec une journée de huit heures, que fournir les 8/10 de son rendement actuel.

Alors, pour l'industrie mécanique, de deux choses l'une : ou diminution de la production nationale au profit de l'étranger, ou augmentation du personnel.

En supposant le recrutement de 25 0/0 de nouveaux ouvriers possible et sans parler du prix d'achat d'un

matériel supplémentaire, le coût de la seule main-d'œuvre entraînerait la fermeture immédiate des usines (1).

M. Parent, directeur général des Ateliers de construction de la Compagnie de Fives-Lille, membre de la Chambre syndicale des constructeurs de matériel pour chemins de fer, s'associa sans réserve aux déclarations de M. Lichtemberger (2).

M. Widmann, directeur de la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée, membre du Conseil d'Administration de la Chambre syndicale des constructeurs de navires et de machines marines, fournit en ce qui concerne sa société les explications suivantes : « La Société des Forges et Chantiers occupe plus de 8.000 ouvriers et représente à peu près le tiers de la construction navale en France ; si nous examinons l'influence qu'aurait sur nos industries l'établissement de la journée de huit heures, dans les forges et dans nos chantiers, nous croyons pouvoir faire la déclaration suivante :

« Il est incontestable que, avec la journée de huit heures au lieu de dix, le prix de la main-d'œuvre pour un même travail augmenterait de 2 millions. D'autre part, la main-d'œuvre comprise dans les frais généraux augmenterait de 400.000 francs

1. Annexe au rapport Boudenoot, pp. 112 et suivantes.

2. *Id.*, p. 116.

« environ. Ces augmentations ajoutées à celle de 1 mil-
« lion comme conséquence du prix plus élevé du
« charbon, conduisent à un excédent annuel de
« 3.400.000 francs sur nos dépenses actuelles.

« Ce chiffre n'a besoin d'aucun commentaire. Il ne
« peut être atténué que dans une mesure insignifiante
« par l'augmentation des prix de vente à la marine.
« La suppression même complète de dividende ne lais-
« serait à la société qu'une existence possible de
« quatre à cinq années.

« La réduction de la journée de travail entraînerait
« la suppression de la construction navale en France.
« Notre conviction est formelle à cet égard (1). »

Ce serait évidemment la débâcle définitive de nos
grandes industries déjà tant éprouvées depuis qua-
rante ans. Quelques chiffres seront à ce sujet plus
éloquents que n'importe quelles phrases.

Fonte, 1870. Production totale environ 12 mil-
lions de tonnes ainsi réparties :

Allemagne	11,57 0 0
États-Unis	14,07 0/0
Angleterre	50,40 0/0
France	9,80 0/0

En 1900, production mondiale 40 millions de tonnes.

Allemagne	20,74 0/0
États-Unis	34,55 0/0

1. Annexe au rapport Boudenoot, pp. 117 et 118.

Angleterre 22.22 0/0

France 6,64 0/0

Acier, 1880. Production totale 4.200.000 tonnes.

Là-dessus :

La France produisait. 389.000 t. ou 9,19 0/0

L'Allemagne 624.000 t. — 14,74 0/0

États-Unis 1.268.000 t. — 29,96 0/0

Angleterre 1.321.000 t. — 31,11 0/0

1899. Production mondiale 27.700.000 tonnes.

France 1.529.000 t. ou 5,51 0/0

Allemagne 6.270.000 t. — 24,06 0/0

États-Unis 10.810.000 t. — 38,72 0/0

Sans la protection des droits de douane l'industrie française aurait depuis longtemps succombé, car autant la surface de notre pays est riche et fertile, autant le sous-sol en est pauvre. Avec la réglementation que nous envisageons, les droits de douane ne constitueraient plus qu'une barrière dérisoire.

Espère-t-on faire entendre raison aux différents corps de métiers par l'exposé de cet état de choses? Cela paraît bien problématique. Ils n'auront à l'esprit que l'injustice commise à leur égard et, comme le faisait observer M. Pralon, vivant dans les mêmes villages et côte à côte avec les mineurs, ils se refu-

1. Chiffres fournis par M. Robert Pinot, secrétaire général des Chambres syndicales du matériel pour chemins de fer et de la construction navale, à la commission du Sénat. Annexe au rapport Boudenoot, p. 121.

seront à admettre que ceux-ci faisant un métier ni plus pénible, ni plus dangereux que le leur propre, jouissent de faveurs spéciales de la part du législateur.

Quels avantages demeureront à la France de cette expérience aventureuse ? La satisfaction, nous disent MM. Boudenoot et Janet (1), d'avoir la première en Europe inscrit dans sa législation le principe de la journée de huit heures.

Hélas ! une expérience séculaire devrait nous avoir guéris de notre prédilection pour cette viande un peu trop creuse. Nous avons suffisamment servi de cobaye d'expérience au monde entier pour qu'un autre vienne nous remplacer dans ce rôle que nous ne sommes plus assez riches pour remplir.

Quel a été pour nous le profit d'avoir affirmé les premiers et imposé à nos voisins les idées que proclamèrent les hommes de la Révolution :

Quatre années de troubles intérieurs, vingt années de guerres sans merci pour aboutir à un amoindrissement territorial et moral.

Et tandis que nous supportions lourdement le poids des exagérations que comporte inéluctablement toute idée nouvelle, que nous passions des horreurs de la Terreur rouge à celles de la Terreur blanche, les puissances rivales bénéficiaient par nous et avant nous des principes essentiels dont

1. Rapport Janet, p. 10. Rapport Boudenoot, p. 33.

la vérité s'était peu à peu dégagée à travers tant de péripéties.

Aujourd'hui notre position est plus défavorable encore qu'elle était alors.

Économiquement, de par la richesse de leur sol en minerais divers, des pays comme les États-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne nous dépassent sans conteste.

Mieux outillés que nous et favorisés par une exploitation plus aisée, laissons-leur le soin d'expérimenter les nouvelles théories que prônent les partis avancés, et n'en faisons qu'ensuite notre profit dans la mesure où nous reconnaitrons qu'elles nous sont applicables, sans nous embarrasser plus longtemps d'un faux point d'honneur et d'un orgueil atavique devenus trop lourds pour nos épaules.

QUESTION DE FAIT

1° LES MINES FRANÇAISES VIS-A-VIS DE LA CONCURRENCE ÉTRANGÈRE

N'étaient les raisons politiques qui ont été exposées, on s'expliquerait difficilement pourquoi le législateur en se lançant dans l'inconnu, a justement choisi pour tenter l'expérience l'industrie fondamentale, celle de qui les autres tirent la vie qui les alimente et dont par conséquent les fluctuations étendent leur répercussion sur le pays tout entier, et cela à une époque où notre production de houille était de 10 millions de tonnes inférieure à notre consommation, ce qui nous rendait à concurrence de cette quantité tributaires de l'étranger.

Si, en effet, nous prenons les chiffres de l'année 1900 qui ont servi de base lors de la discussion à la Chambre, nous trouvons pour une production de 33 millions de tonnes une consommation de 43 millions, avec peu d'espoir d'une beaucoup plus forte extraction, puisqu'en dépit des efforts des compagnies houillères, la progression est chez nous toujours de-

meurée très lente : en 1895, 28 millions de tonnes ; en 1896, 4,2 0/0 en plus ; en 1897, on gagne 5,7 0/0 sur l'année précédente ; en 1898, ralentissement et en 1899 augmentation de 1,6 0/0 seulement.

On sait déjà combien difficile est la situation de toutes nos industries concurrencées par trois pays voisins, gros producteurs de charbon : la Belgique, l'Allemagne et l'Angleterre qui pourront d'autant mieux faire la loi sur notre marché que l'écart sera plus grand entre la quantité de houille extraite et la quantité demandée.

Il sera dès lors loisible à ces puissances, suivant leur intérêt du moment, de ruiner nos houillères en important le charbon à bon marché ou de forcer nos usines à fermer leurs portes en élevant les cours du combustible.

Prenons comme exemple l'Angleterre ; ce pays répand autour de lui l'excédent des 250 millions de tonnes de combustible qu'il extrait annuellement de son sol et qui s'élève à plus de 60 millions de tonnes.

Le charbon qui revient à 6 ou 7 francs la tonne sur le carreau de la mine au lieu de 13, 14, 15, 16 ou même 17 chez nous, présente encore l'avantage de valoir 10 ou 15 0/0 de plus au point de vue de la combustibilité. Or, la houille est la seule marchandise lourde que les bateaux qui approvisionnent la Grande-Bretagne puissent prendre comme fret de retour ; d'où bon marché souvent extraordinaire des trans-

ports, qui permet aux producteurs anglais d'exporter jusqu'aux Indes et en Australie et de concurrence beaucoup de houillères étrangères aux confins mêmes de leurs puits d'extraction.

Pour donner un exemple de ce qui se passe chez nous, les compagnies anglaises qui, en 1896, importaient par le seul port de Marseille 566.000 tonnes, atteignaient 836.000 en 1901 et cela au détriment de l'unique bassin du Gard ; or, en 1900 vint s'ajouter la concurrence américaine avec 91.000 tonnes qui l'année suivante devenaient 193.000 (1).

Comment nos exploitations du Midi pourraient-elles arriver à lutter, elles dont les conditions ingrates des gisements, la faible puissance des couches de houille ne permettent une extraction annuelle que de 170 à 175 tonnes par homme, chiffre officiel, avec un prix de revient de 17 fr. 50 la tonne, contre les exportateurs anglais dont chaque ouvrier tire 300 tonnes et plus, des riches mines du Pays de Galles ou du Durham au toit solide, au charbon dur, à l'inclinaison de la couche faible, alors que le coût du transport du Gard à Marseille est de 5 fr. 10 et celui d'Angleterre au même port de 6 ou 7 francs seulement à certaines époques (2) ?

1. Déposition de M. de Castelnau devant la commission du Sénat. Rapport Boudenoot, p. 93.

2. Déposition de M. Marsaut ingénieur en chef de la compagnie des mines de Bessèges à la commission du Sénat. Annexe au rapport Boudenoot, p. 95.

La Compagnie de Bessèges, la plus favorisée du bassin du Gard, qu'on a même dénommée la perle des Cévennes, doit, pour joindre les deux bouts, vendre à Marseille ses agglomérés à 29, 60, alors que les Anglais parviennent à y livrer les leurs à 20 ou 22 francs.

La situation est plus difficile encore pour les autres exploitations dont la production de gros charbon s'élève à 12 0/0 au maximum contre 20 à 25 0/0 à Bessèges (1).

Toutes ces mines ne peuvent marcher qu'aux périodes d'augmentation du coût du fret, lorsqu'il atteint 10 à 12 francs; lorsqu'il tombe plus bas elles chôment et renvoient leurs ouvriers.

Il ne saurait en effet être question d'entasser de grands stocks de charbon; la houille est essentiellement une matière altérable. Déposée à l'air en tas de quelque épaisseur, elle s'échauffe, perd ses qualités volatiles et ses propriétés agglomérantes et les blocs tombent en menu. Aussi la plupart des marchés stipulent-ils toujours « houille de fraîche extraction ».

On comprend dès lors ce que renferme de puéril le raisonnement des syndicats français qui sur tous les tons ont répété: « Les mineurs anglais ont en fait la journée de huit heures et obtiennent des résultats

1. Annexe au rapport Boudenoot, *id.*

supérieurs aux nôtres ; pourquoi le Parlement aurait-il de nous une opinion plus mauvaise que celle que les patrons anglais ont de leurs ouvriers (1).

Ce raisonnement procède comme beaucoup de ceux déjà relatés de l'absence totale d'esprit critique dont ont fait preuve les délégués mineurs au cours des diverses enquêtes ; pour beaucoup, il est vrai, cet aveuglement n'est pas absolument involontaire.

En résumé, à raison de sa situation tribulaire, la France aurait dû, des quatre pays envisagés, être le dernier à introduire la journée de huit heures.

Or, à l'heure actuelle nous sommes les seuls à en avoir inscrit le principe dans notre Code tandis que la Belgique et l'Angleterre commencent à peine à l'examiner sérieusement et que l'Allemagne, plus sage encore, s'en tient aux réglementations locales suivant l'opportunité du lieu et du moment.

1. Rapport Boudenoot, p. 14.

État de la question dans les pays grands producteurs.

1° ANGLETERRE

L'Angleterre nous offre l'exemple classique des exploitations les plus favorisées par la nature : couches de puissance moyenne, bien régulières, à terrains solides, peu ou pas grisouteuses. Jusqu'en 1899, elle était au premier rang des pays producteurs de houille ; depuis lors elle est dépassée par les États-Unis d'Amérique. Toutefois la concurrence que ceux-ci semblaient devoir lui faire sur les principaux marchés européens n'a pas justifié les craintes qu'elle inspirait.

La production et les exportations de la Grande-Bretagne ont suivi une marche continuellement ascendante : respectivement de 227.075.000 tonnes et 60.400.000 tonnes en 1902, elles atteignaient en 1906 251.067.000 et 76.788.000 tonnes.

L'effet utile de l'ouvrier du fond est en moyenne de 360 tonnes ; celui du fond et de la surface, de

290 tonnes; ces chiffres montent à 420 et 340 tonnes dans certains bassins (1).

Pour l'ouvrier du fond la durée moyenne c'est-à-dire la durée de présence dans la mine, from bank to bank (du carreau au carreau) et par journée de plein travail (full work day) est de 9 h. 3, à savoir 8 h. 36 pour les piqueurs et 9 h. 28 pour les ouvriers du fond.

Ces durées varient notablement selon les districts : de 6 h. 49 pour les piqueurs du Durham à 9 h. 57 pour tous les ouvriers du fond du Moumouthshire.

En tenant compte des jours usuels de chômage total ou partiel, hebdomadaire ou bimensuel, la durée théorique moyenne du travail hebdomadaire est de 49 h. 53.

En raison des interruptions motivées par diverses causes qui surviennent dans l'exploitation des houillères, ainsi que de l'absentéisme volontaire des ouvriers aux jours où les houillères leur sont cependant ouvertes, la durée du travail effectif est inférieure d'après une étude récente, de 13,36 0/0 à la durée théorique citée plus haut.

Il en résulte que la durée effective du travail hebdomadaire est de 43 h. 13 soit (pour six jours) une moyenne de sept heures et quart par jour (2).

1. Enquête belge sur la durée du travail dans les mines. Circulaire 366 du Comité central des Houillères de France, p. 16.

2. Conclusion de la commission d'enquête anglaise sur la journée de huit heures. Comité central de houillères de France, circulaire 3374.

On peut logiquement espérer qu'une certaine portion du temps ainsi perdu serait utilisée si la journée de travail était réglée par voie législative.

Dans ces conditions on aurait pu aisément concevoir qu'«une cristallisation de faits accomplis», pour reprendre l'expression chère à M. Boudenoot, fût effectuée par le Parlement anglais devant lequel la question se trouvait posée depuis plus longtemps même qu'en France.

C'est en effet en 1887 que la question de la limitation légale du travail souterrain des adultes dans les mines de houille fut pour la première fois introduite dans la Chambre des Communes sous forme d'un amendement au « Coal Mines Regulation Bill ».

L'amendement repoussé en 1887 fut ensuite présenté comme projet spécial en 1888 et également rejeté.

Le « Mines (Eight Hours) Act » fut ensuite représenté à peu près chaque année.

S'il fut ainsi pendant de longues années régulièrement écarté, ce fut, M. Boudenoot le constate lui-même, en grande partie par suite de l'opposition de certains députés ouvriers des districts miniers qui, une fois de plus, montrèrent la supériorité de leur esprit pratique en préférant les ententes de gré à gré avec les patrons à l'intervention brutale du législateur, incapable de s'adapter à tous les cas particuliers.

C'est que si, pour la grande majorité des mines, le vote du bill eût été absolument inoffensif et n'eût enregistré qu'un fait acquis, il en eût été autrement pour le Lancashire et le South Wales dans lesquels les plus longues durées sont actuellement pratiquées ; également certaines mines de charbons domestiques, telles que celles de la « Forest of Dean » et celles à couches épaisses du Staffordshire-sud auraient pu s'en ressentir.

Cependant à la suite de l'adoption partielle par le Parlement français du projet Basly, le gouvernement anglais nomma à son tour une commission pour examiner « l'effet économique probable d'une limitation à huit heures de la journée de travail des ouvriers houilleurs ».

Les résultats de cette enquête viennent d'être publiés (1).

Il est à remarquer d'abord que les membres de la commission ont commencé, à l'encontre de ce qui s'est passé chez nous, par écarter le côté sentimental de la question. « Actuellement, se bornent-ils à constater, la santé et l'état physique des houilleurs sup-
« portent favorablement la comparaison avec la santé
« et l'état physique des autres catégories d'ouvriers. »

1. Le Comité central des Houillères de France a publié ces conclusions dans une de ses dernières circulaires, et la traduction complète ainsi qu'un résumé des débats antérieurs auxquels cette question a donné lieu devant la Chambre des Communes, viennent d'être rédigés par M. Fæster et sont actuellement sous presse.

Ce sont donc les conséquences pratiques d'une réforme sur la situation économique du pays qu'ils examineront seules.

Un fait les rassure dès le début ; ils sont presque partout les maîtres du marché et pourront ainsi faire supporter par l'étranger la plus grosse part de l'augmentation du prix de revient qu'entraînerait la réglementation : « Il est erroné de croire, comme l'ont
« fait certains déposants, qu'une réduction de pro-
« duction aurait pour effet une réduction correspon-
« dante de l'exportation houillère ; au contraire, la
« majorité des acheteurs étrangers continuerait né-
« cessairement à rechercher l'offre des charbons an-
« glais, MÊME A DES PRIX PLUS ÉLEVÉS (1) ».

Toutefois ils s'inquiètent de la concurrence éventuelle de l'Allemagne et de l'Amérique, car si dans ces deux pays « la durée actuelle du travail au fond
« est plus courte qu'en Grande-Bretagne, elle est
« plus longue qu'elle ne le serait sous une législa-
« tion fixant à huit heures la durée du travail » (2).

On sent que l'Angleterre, bien qu'infiniment mieux armée qu'eux, préférerait laisser commencer ses concurrents, afin de s'éviter toute infériorité, même relative, fût-elle passagère et à peine sensible.

Ce qui préoccupe enfin de plus la commission, c'est la répercussion d'une hausse possible sur les autres

1. Circulaire § 3.374, 15.

2. *Id.*, §§ 18 et 19.

industries « car, dit-elle, on peut considérer que
« c'est un intérêt d'une importance nationale plus
« considérable encore que tous les effets immédiats
« attendus de la législation de huit heures sur les
« exploitants ou les houilleurs (1). »

En dépit des conclusions peu décisives de la commission par lui nommée, le gouvernement anglais a déposé, le 1^{er} août 1907, un projet de loi tendant à la réduction de la journée des ouvriers du fond d'abord à neuf heures (jusqu'au 30 juin 1907) puis à huit heures.

Il est vrai que deux dérogations en réduisent considérablement la portée : 1^o les compagnies houillères ont la faculté d'augmenter la durée du travail de une heure par jour pendant deux mois par an.

2^o En cas de crise économique, due au fait que la demande de charbon dépasserait l'offre disponible. Sa Majesté peut, par décision prise en Conseil, suspendre l'application de la présente loi dans les proportions et pendant le laps de temps indiqués par la décision du Conseil, soit qu'il s'agisse de toutes les houillères ou seulement d'une catégorie de houillères.

La plupart des autres dérogations admises par le Parlement Français se trouvent reproduites dans le texte anglais.

Quoi qu'il en soit, malgré que sa situation excep-

1. Circulaire 3374, § 21.

tionnelle mette l'Angleterre à peu près à l'abri des conséquences que peut faire naître chez nous une telle réglementation, le texte du gouvernement prête à peu près aux mêmes critiques que le projet Boudenoot.

Il est, de plus, déplorable que le pays individualiste par excellence qu'est l'Angleterre se laisse, lui aussi, entraîner à de pareilles concessions (1).

1. Le projet de loi anglais vient d'être publié dans une de ses circulaires par le Comité central des Houillères de France.

2° BELGIQUE

Eu égard à sa petite superficie, la Belgique produit une quantité de houille très considérable : 19.410.519 tonnes en 1893 pour atteindre progressivement 22.877.470 en 1902. Sa consommation intérieure s'étant longtemps maintenue sensiblement plus faible : 15.524.024 tonnes en 1893 et 20.751.520 tonnes en 1902, ses exportations ont oscillé dans la période en question entre 6 et 7 millions de tonnes, dont près des trois quarts lui étaient achetés par la France (5.054.000 tonnes en 1902) (1).

La question de la réglementation du travail dans les mines s'est posée dans ce pays à peu près en même temps qu'en France.

C'est en effet en 1891 qu'un projet Janson, limitant à dix heures au maximum, à titre provisoire pour deux ans, la durée du travail dans les charbonnages, fut repoussé à l'unanimité par la section centrale.

1. Circulaire 3366, pp. 13 et 14.

Depuis lors, des arrêtés royaux étaient intervenus pour réglementer la durée du travail du personnel protégé, mais rien n'avait été fait concernant les adultes du sexe masculin (1).

Il est vrai de dire que l'attitude de la population ouvrière était tout autre que chez nous et qu'au congrès de Gilly, en septembre 1901, les représentants des mineurs belges écartèrent tout vote sur la journée de huit heures en déclarant « qu'appliquer la « journée de huit heures en Belgique seulement, ce « serait mettre le pays en état d'infériorité vis-à-vis « des autres pays miniers » (2).

Néanmoins, au début de cette année la question fut à nouveau posée devant le Parlement, d'une façon assez inattendue, au cours de la discussion générale sur la loi sur les mines engagée depuis le mois de décembre.

Malgré les efforts du gouvernement, le principe de la journée de huit heures fut voté, à une très faible majorité il est vrai, par la chambre des représentants, pour les ouvriers qui travaillent à l'abatage dans les mines du nouveau bassin de la Campine (Limbourg et province d'Anvers).

Ce vote rendu au cours de la discussion en pre-

1. Circulaire 3366, p. 9.

2. Déposition de M. Gruner, secrétaire-général du Comité des houillères de France devant la commission du Sénat. Annexe au rapport-Boudenoot, p. 67.

mière lecture du projet de loi sur les mines devait être suivi d'un vote en deuxième lecture, puis d'un renvoi devant le Sénat.

Avant même l'ouverture de cette nouvelle discussion, le gouvernement qui avait été mis en minorité par le vote précédent, retira le projet de loi. Cette mesure provoqua une véritable émotion dans les milieux politiques; elle fut considérée par beaucoup comme une atteinte aux droits du Parlement et le cabinet dut démissionner (1).

Le nouveau cabinet constitué, le gouvernement annonça son intention de présenter à nouveau le projet tel qu'il venait d'être voté. Le Sénat s'en trouvera donc saisi vraisemblablement à la rentrée de novembre prochain.

Ce qu'il y a de remarquable dans ce vote de la Chambre des représentants, c'est son caractère essentiellement politique, en dehors de toute enquête sur l'état de la question et les conséquences probables d'une réglementation. Il y a eu là une hâte à légiférer qui dépasserait tout ce qui a été fait chez nous s'il n'entrait pas une forte dose de « panurgisme » dans l'acte des représentants. Aussi peut-on espérer du Sénat plus de calme et de pondération, surtout quand on se reporte aux conclusions de la note rédigée il y a trois ans par le ministère de l'Industrie et

1. Ces renseignements de fait sont extraits de la circulaire 3366 publiée par le Comité central des houillères de France.

du Travail en réponse aux questions posées par la section centrale.

Les chiffres et les faits cités sont également édifiants :

La durée du travail dans les mines est en moyenne beaucoup plus longue qu'en France. Les piqueurs travaillent dans certaines exploitations jusqu'à onze heures et quart, et il n'y a que quelques compagnies de la région de Liège qui aient pu abaisser la journée à huit heures.

On peut compter que pour cette catégorie de travailleurs la moyenne est de neuf heures et demie ou dix heures (1). Pour les autres classes d'ouvriers, il serait trop long d'entrer dans le détail, mais il n'est pas rare de voir des journées moyennes de douze ou même treize heures, à tel point qu'on a été forcé de décider que l'heure en plus de douze se paierait supplémentairement (2).

D'après le ministère du Travail, l'effet de la réduction de la journée de l'ouvrier n'est pas douteux ; il se traduira par une réduction de l'effet utile de l'ouvrier qui se répercutera soit sur le prix de revient, soit sur le taux des salaires.

Si ce sont surtout les prix de revient qui pâtissent, double conséquence : sur le marché intérieur les

1. Circulaire 3366, p. 11.

2. *Id.*, *id.*

cours hausseront et l'industrie nationale sera atteinte ; sur le marché extérieur le prix étant réglé par la concurrence internationale, les exportations belges devront céder du terrain à leurs concurrents allemands ou anglais.

Mais les salaires aussi s'en ressentiront. Si dans les bonnes années le capital subit les conséquences de la loi sous forme de manque à gagner, dans les années mauvaises des économies s'imposeront sur les prix de revient.

Ces économies ne peuvent porter sur les frais généraux que moyennant un accroissement de la production incompatible avec la réduction de la durée de la journée de travail ; elles ne peuvent guère porter non plus sur les matériaux et les fournitures nécessaires pour le service régulier des exploitations et pour en assurer la sécurité ; elles seront donc réalisées forcément sur les salaires qui baisseront proportionnellement à la réduction de l'effet utile.

Enfin la mesure serait injuste comme frappant les plus faibles parmi les producteurs, c'est-à-dire les mines les plus profondes, celles qui exploitent les gisements les plus minces et les plus irréguliers.

On voit, par ce court résumé, la différence entre les résultats d'une étude patiente et mûrie et ceux d'une discussion précipitée au sein d'un Parlement. C'est entre ces deux extrêmes que le Sénat belge aura à choisir.

3° ALLEMAGNE.

L'Allemagne est au second rang des producteurs européens, sa production en 1900 était de 109.200.000 tonnes et en 1902 de 107.436.000.

Les principaux bassins sont ceux de Silésie, de Westphalie et de Saarbrück.

La Haute-Silésie dont la production s'élève à 25 millions de tonnes, exploite des couches très puissantes (sept à huit mètres) ; le rendement par ouvrier de toutes catégories est comparable à celui de l'ouvrier de Newcastle : il est de 352 tonnes en moyenne.

En Westphalie, l'exploitation de la houille a pris depuis vingt ans un essor prodigieux. L'accroissement est de 160 0/0 et le nombre des ouvriers a triplé : en 1880, 22.495.000 tonnes ; en 1902, 58.039.000 tonnes.

Le bassin de Saarbrück produit 9.500.000 tonnes annuellement et le rendement par ouvrier est de 230 tonnes.

Le bassin d'Aix-la-Chapelle, moins important que

les précédents produit 2.000.000 de tonnes et l'effet utile de l'ouvrier est de 216 tonnes (1).

Ainsi que le faisait très justement remarquer dans sa note le ministère du Travail belge, dans la plupart des bassins allemands neufs et riches, il est loisible aux exploitants d'installer d'emblée des puits de grand diamètre, armés pour une forte production et de mettre à profit tous les perfectionnements acquis par l'expérience des pays voisins dans les méthodes d'exploitation et d'extraction.

Les couches puissantes et régulières permettent l'emploi des hâveuses mécaniques, un grand développement des trainages mécaniques et comme conséquence une diminution du prix de revient en général, portant notamment sur les frais de main-d'œuvre.

Cette situation particulièrement brillante a-t-elle amené l'Empire allemand à inscrire dans son Code le principe de la journée de huit heures ? nullement.

La loi prussienne du 14 juillet 1905 s'est simplement bornée à édicter une mesure d'hygiène parfaitement justifiée, en prescrivant que la durée du travail ne pourrait dépasser six heures par jour pour les ouvriers occupés autrement que d'une façon passagère aux points d'exploitation où la température ordinaire est supérieure à + 28° centigrades.

Pour le reste, le législateur allemand a laissé à

1. Circulaire 3366, p. 17.

l'initiative privée le soin de consentir les réductions de labeur que la situation particulière de chaque concession pourrait permettre de concéder.

La confiance qu'il a mise dans la sagesse des exploitants n'a pas été déçue ; c'est ainsi que le comité des houillères de Westphalie a décidé pour les mines du bassin, à raison de leur situation exceptionnellement prospère, que la durée du poste comporterait en règle générale neuf heures pour les signaleurs aux recettes, les conducteurs de chevaux et les ouvriers employés à l'extraction mécanique au fond ;

Huit heures pour tous les autres ouvriers du fond (1).

Dans les autres houillères moins favorisées la durée du poste est restée ce qu'elle était auparavant, c'est-à-dire variable entre huit et douze heures avec une moyenne oscillant entre neuf heures et demie et dix heures (2).

1. Circulaire 3.396 sur la réglementation de la durée du travail dans les mines de Westphalie.

2. Déposition de M. Gruner, Annexe au rapport Boudenoot, pp. 66 et 67.

4° AUTRICHE.

Il n'y aurait pas eu lieu de faire rentrer ce pays dans le cadre de notre étude, si avant la France, il n'avait pas été le seul en Europe à avoir limité législativement la durée du travail des hommes adultes dans les mines.

C'est en effet une loi du 27 juin 1901, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1902, qui a introduit le poste de neuf heures dans les charbonnages autrichiens.

Ce qui a, nous dit M. Gruner (1), décidé le gouvernement à se prononcer en faveur de cette loi, ce sont les résultats d'une enquête minutieuse qui a prouvé que la réduction apportée au travail serait de faible durée dans 92 0/0 des exploitations.

Il fut d'ailleurs stipulé que la durée du poste pourrait être prolongée jusqu'à douze heures, — sans cependant que la durée du travail effectif puisse dépasser dix heures — dans celle des exploitations où l'abréviation de l'application de la loi rendrait impossible ou compromettrait le maintien de l'entreprise.

1. Annexe au rapport Boudenoot, p. 67.

Malgré qu'elle soit en vigueur depuis cinq ans, les effets de cette réglementation sont encore très discutés en Autriche même, les uns affirmant que la production ne s'en est pas ressentie, les autres au contraire y voyant pour la seule année 1904 prise à titre d'exemple une perte de 540.000 tonnes de charbon représentant pour les mineurs un manque à gagner de deux millions et demi de salaires.

Le ministère qui procéda lui-même à des recherches en a publié les résultats dans le numéro 2 de la *Soziale Rundschau* de 1906, mais il s'est gardé de conclure, tout en faisant ressortir par le chiffre de ses statistiques une augmentation du rendement de 1904 sur celui de 1899.

Les partisans de la loi ont immédiatement crié au triomphe, mais le Comité central des Houillères d'Autriche a démontré l'inanité de ces conclusions hâtives en établissant que la petite augmentation constatée dans l'extraction s'expliquait par la prépondérance des travaux d'abatage en 1904, prépondérance nécessairement provisoire.

« Ce renforcement des travaux d'abatage, explique-t-il, par rapport aux autres travaux, qui s'est produit par hasard en 1904, ne saurait certes être considéré comme le remède des inconvénients résultant de la réduction du poste. En 1904 et déjà en 1903, il n'a été possible de forcer les travaux d'abatage que parce que les travaux préparatoires

« avaient dans les années précédentes été normaux,
« ou même, en raison des circonstances économi-
« ques du moment, été forcés.

« On avait ainsi constitué des réserves qui ont pu
« servir à compenser dans une certaine mesure la
« diminution du rendement résultant de la diminu-
« tion du poste.

« A l'état normal, les travaux préparatoires de-
« vraient être aux travaux d'abatage dans le rapport
« de 30 à 70, tandis que ce rapport a été en 1903 et
« 1904 de près de 20 à 80, ce qui ne pourrait à la lon-
« gue persister : les travaux préparatoires ne seraient
« plus en état de préparer les surfaces nécessaires
« pour un abatage qui ferait des progrès relative-
« ment rapides, si bien qu'il faudrait, un jour ou
« l'autre, forcer les travaux préparatoires aux dépens
« du rendement moyen et de la production totale et
« cela au prix d'une augmentation des frais géné-
« raux (1). »

En présence de ces déductions contradictoires le plus sage est de demeurer dans une attitude expectante, en attendant qu'une expérience plus longue permettant de tabler sur des moyennes suffisamment établies vienne nous fixer sur la valeur de la loi.

1. Nous empruntons ces renseignements à une note publiée par le Comité central des Houillères de France sur les résultats de la loi du 27 juin 1904. Circulaire n° 3199.

Des effets probables de l'établissement de la journée de huit heures sur la production du combustible en France, et des remèdes proposés pour remédier à une réduction par les partisans de la réglementation.

Comme il fallait s'y attendre, dès qu'on en vint à l'évaluation de l'influence probable de la réglementation sur le rendement, les chiffres les plus dissimilaires furent mis en avant.

M. Guillaïn, dans son discours à la Chambre du 29 janvier 1902, estimait que la réduction porterait au bas mot sur 6.500.000 tonnes et pourrait atteindre par suite de la ruine de certaines concessions 9 ou 10 millions de tonnes (1).

Comme conséquence de la seule loi du 28 juin 1905, lorsqu'elle produirait son plein effet, M. Darcy prédisait un déficit de 10 à 15 0/0 sur la production globale (2).

Enfin M. Baudin, ministre des Travaux publics,

1. *Journal officiel* du 30 janvier 1902, p. 282.

2. Rapport supplémentaire Janet, Annexe au procès-verbal de la séance du 28 juin 1907, p. 3.

lors de la déposition qu'il fit devant la Commission du Sénat, évaluant à 8 h. 55 la durée du trait, antérieurement à toute réglementation, prévoyait une diminution de rendement de 3.300.000 tonnes, si on étendait les effets de la loi à tous les ouvriers du fond (1).

Quel que soit celui de ces chiffres qui à l'usage sera reconnu exact, un fait demeure : c'est que les partisans autorisés de la réglementation aussi bien que ses adversaires sont forcés d'admettre un déficit dans la production du combustible, ce qui nous mettrait vis-à-vis de nos concurrents industriels dans une situation beaucoup plus critique, qu'elle est actuellement, si par un expédient quelconque nos houillères ne parviennent pas à neutraliser les effets de la loi et à maintenir l'extraction à son niveau actuel.

Trois moyens ont été préconisés pour atteindre ce but :

- 1° Un emploi plus répandu des hâveuses mécaniques;
- 2° La généralisation du système de doubles postes;
- 3° Le forage de nouveaux puits et l'exploitation de nouveaux gisements.

Beaucoup de syndicats mineurs ont même été plus loin et ont nié la probabilité d'une diminution de rendement, en alléguant que l'ouvrier mieux reposé

1. Annexe au rapport Boudenoot, p. 137.

et plus sain arriverait aisément à compenser par un labeur plus intensif les effets de la diminution de la durée de sa tâche.

Nous allons brièvement examiner ces différents arguments.

1° *Hâveuses mécaniques.*

Les hâveuses mécaniques inventées et employées d'abord aux États-Unis, ont été dans le cours de ces dernières années expérimentées dans les mines européennes.

On avait beaucoup espéré de leur introduction ; malheureusement il fallut bientôt se rendre compte que leur emploi nécessitait des conditions toutes spéciales qui bien rarement se trouvent réunies dans une même exploitation.

Ces conditions tiennent :

α). — *A la nature du toit.* — Là où le toit est tel qu'un boisage serré est nécessaire, où il n'y a pas de place suffisante pour que la machine marche le long du front de taille ou bien encore là où la machine ne pourrait être conduite sans danger, l'abatage mécanique est impossible.

β). — *A la profondeur de la couche.* — Les couches minces sont en effet de beaucoup préférables ; les meilleures sont celles de trois pieds et au-dessous, en supposant un bon toit et un charbon suffisamment

dur pour se maintenir pendant le sous-cavage. L'abatage mécanique présente alors le double avantage d'être meilleur marché que l'abatage à la main (car plus mince est la couche, plus élevés sont les salaires) et de donner une moindre proportion de menu charbon.

γ). — *A la nature des charbons.* — On ne peut employer les machines dans les mines où le charbon est friable car cela ne manquerait pas de provoquer des éboulements.

δ). — *A la physionomie de la couche.* — L'usage des machines est impossible avec des couches coupées de failles.

ε). — *Au personnel lui-même.* — Beaucoup de mineurs se montrent hostiles à l'introduction des machines.

On a vu que ces multiples conditions s'étant trouvées remplies, les mines de Westphalie ont pu faire des hâveuses mécaniques un emploi utile.

En Angleterre, par suite de la nature favorable de certains gisements, elles ont pu rendre également de grands services, quoique dans une mesure relativement très limitée.

1900.	.	311 machines	3.321.012 t. extraites (1)
1905.	.	946 —	8.102.197 —

La disproportion pour ces deux dates entre la quan-

1. Nous empruntons ces renseignements à la traduction de l'enquête anglaise de M. Ed. Fœster.

tivité de charbon extraite et le nombre des hâveuses employées tend à prouver que, dans l'état de leur construction actuelle, on a sensiblement atteint la limite où leur utilisation est plus avantageuse que le travail manuel.

D'ailleurs ces chiffres paraissent bien mesquins à côté de ceux que nous fournissent les statistiques américaines.

9.184 machines extrayant 92.318.261 tonnes soit près du triple de notre production totale (1).

En France des expériences ont été faites dans presque toutes les concessions où la nature du gisement les rendait possibles.

Les résultats ont été insignifiants :

« Nous avons donné à l'emploi de l'air comprimé
« comme moteur, toute l'extension possible, pour
« commander les perforatrices, les treuils, les venti-
« lateurs employés à l'intérieur de la mine. Nous
« avons vainement essayé le havage mécanique ; il
« ne semble pas, dans l'état actuel des machines
« construites, applicables aux couches minces, forte-
« ment inclinées qui constituent le gisement de la
« concession. » (Déclaration de la Compagnie des
Mines de l'Escarpelle à la Commission des Mines de
la Chambre.)

« On emploie des perforatrices mécaniques action-
« nées par l'air comprimé pour forer des trous de

1. Traduction de M. Ed. Foester, *Id.*

« mine dans les galeries au rocher ; on évite ainsi à
« l'ouvrier ce travail pénible et en même temps on
« obtient un avancement bien plus rapide, mais au
« moins aussi coûteux que le travail à la main.

« Pour l'abatage du charbon, on a essayé diverses
« machines de provenance américaine; elles ne sont
« pas pratiques dans les conditions que présente no-
« tre gisement, tout au plus peuvent-elles présenter
« quelque utilité dans le cas fort rare où il s'agit de
« pousser très vivement une galerie dans le charbon
« massif pour aménager un nouveau quartier d'ex-
« ploitation. » (Déclaration de la Société des Mines de
Lens à la même commission.)

« Les essais que la Compagnie fait depuis deux
« ans des machines d'abatage les plus réputées, ne
« sont pas de nature à faire espérer de leur emploi
« un accroissement sensible de production. En effet,
« ces appareils ne sont pas utilisables dans les chan-
« tiers de dépilage, c'est-à-dire dans ceux qui assu-
« rent l'extraction ; ils n'offrent quelque intérêt
« que dans les galeries de traçage, dont ils favori-
« sent dans une certaine mesure la progression, sans
« apporter d'ailleurs aucune économie dans le prix
« de revient. » (Déclaration de la Société anonyme
des Mines de Carmaux à la même commission.)

« A Courrières, nous avons aussi essayé l'emploi
« des hâveuses; nous avons même fait venir un
« ouvrier américain pour dresser une équipe. Mais

« nous avons trouvé de sérieuses difficultés pour
« l'éducation de nos ouvriers... Cependant l'écueil le
« plus sérieux est une question de sécurité : ces
« outils exigent un écartement des boisages de 1 m. 30
« au lieu de 1 mètre, et la Compagnie n'a pas osé
« entrer dans cette voie, craignant voir de ce fait
« augmenter le nombre des accidents par éboule-
« ments, et perdre ainsi le bénéfice des efforts cons-
« tants faits depuis de longues années, et qui ont
« amené des résultats qu'elle a à cœur de maintenir.
« En supposant même toutes ces difficultés résolues,
« l'emploi de ces hâveuses ne serait possible que
« dans 15 0/0 au plus des chantiers .» (Déposition de
M. Lavaurs, directeur des mines de Courrières devant
la Commission du Sénat.)

« On a parlé de l'emploi des hâveuses mécaniques
« comme moyen de compenser l'abaissement de ton-
« nage résultant d'une diminution des heures de
« travail. On peut affirmer que, dans la plupart des
« mines du bassin de la Loire, ces outils ne sauraient
« être employés : les chantiers, dans ces exploita-
« tions, ressemblent bien plus à une forêt, avec un
« fouillis de bois souvent inextricable, qu'aux car-
« rières à charbon vastes, dégagées, qu'on rencontre
« en Amérique. Aucune machine ne pourrait évo-
« luer à travers les lignes de boisage, souvent join-
« tif, dans l'espace limité qui sépare le remblai du
« massif de charbon.

« D'ailleurs, dans les mines de la Loire, en général, le havage mécanique n'a pas sa raison d'être :
« les ouvriers préposés à l'abatage ont plus de peine
« à empêcher le massif de houille de s'écrouler devant eux, qu'ils n'en ont à le faire tomber. » (Déposition de M. P. Petit, ingénieur en chef de la Compagnie houillère de Saint-Etienne devant la même commission.)

« Quant aux hâveuses américaines la Compagnie
« de la Grand'Combe en a fait l'essai peut-être plus
« que partout ailleurs et avec le très formel désir de
« les faire réussir. Je dois déclarer qu'il n'a été possible de les utiliser avec succès que dans des cas
« exceptionnels et où les trois conditions suivantes
« sont réunies : toit très solide, charbon très dur,
« inclinaison de la couche faible. De plus, l'emploi
« de ces machines n'a apporté au prix de revient
« aucune amélioration. » (Déposition de M. de Castelnau, ingénieur délégué du Conseil de la Compagnie des usines de la Grand'Combe devant la même commission.)

Il ressort de toutes ces déclarations qu'aussi bien dans les mines du Midi que dans celles du Centre et du Nord les exploitants ont apporté le même zèle, d'ailleurs intéressé, à faire l'essai de ces machines, qui, en cas de succès, leur eût permis de se battre contre leurs concurrents étrangers à armes moins inégales.

Or, tous ces efforts et tous ces sacrifices ont abouti à l'extraction dérisoire de 130.000 tonnes sur toute la production française et cela sans réaliser d'économie aucune sur l'abatage à la main, de sorte qu'en admettant même possible l'extension de l'emploi des haveuses, la question du maintien des salaires actuels n'en demeurerait pas moins entière.

Le législateur ne pouvant raisonnablement escompter un perfectionnement de l'outillage alors que nul ne saurait fixer d'avance la date du progrès et le bénéfice susceptible d'en résulter, le plus sage était de laisser les choses suivre leur cours, d'autant plus que l'expérience d'un siècle établissait suffisamment que loin de conserver pour eux les bénéfices résultant des améliorations introduites dans l'extraction, les exploitants en avaient au contraire toujours abandonné la plus large part à leurs ouvriers sous forme de réduction de la tâche ou d'augmentation des salaires.

2° Généralisation du système de doubles postes.

Le système du double poste consiste à faire exploiter un même chantier par deux équipes successives, l'une commençant sa journée quand la première achève la sienne. Dans la région du Nord et du Pas-de-Calais, toutes les mines pratiquent plus ou moins le travail à double poste pour quelques travaux.

C'est en partant de ce fait que de nombreux syndicats mineurs en ont prôné la généralisation pour arriver à compenser le déficit résultant de la réduction de la journée individuelle. Ils ne le faisaient d'ailleurs qu'à titre subsidiaire puisqu'ils étaient d'accord pour affirmer que l'extraction ne serait pas réduite du fait de la loi (Cf. rapport Odilon-Barrot, p. 5).

A l'appui de leurs dires, les délégués ouvriers invoquaient principalement les exemples de Carmaux et Blanz y où, disaient-ils, le système du double et même du triple poste était pratiqué à la satisfaction générale.

Ils ont reçu à ce sujet de la part des directeurs des deux exploitations en question le démenti le plus éclatant. « On a aussi préconisé le travail d'abatage à deux postes, déposa devant la Commission de la Chambre la Compagnie de Carmaux ; ce système

« est inapplicable à Carmaux. Il ne laisserait plus le
« temps nécessaire à l'entretien des voies de commu-
« nication et au complément du remblayage, opéra-
« tion qui doit s'opérer avec grand soin pour éviter
« les incendies. De plus les chances d'éboulement
« en masse seraient aggravées par un déhouillement
« trop rapide(1). »

En ce qui concerne Blanzky, M. Darcy, président du Comité central des Houillères de France, fut plus catégorique encore. « Je voudrais, expose-t-il à la
« commission du Sénat, puisque j'en ai l'occasion,
« décliner au nom de la Compagnie de Blanzky la res-
« ponsabilité d'une fâcheuse légende. Cette compa-
« gnie, dont je suis administrateur, depuis un an qu'elle
« est constituée sous forme anonyme, est constam-
« ment citée comme témoin en faveur du double
« poste. Il est exact en effet que nous avons trouvé,
« ce système en fonctionnement dans les parties
« non grisouteuses de notre exploitation; seulement
« nous en avons commencé et nous en poursuivons
« la suppression, et partout où nous le supprimons
« nous constatons une augmentation de rendement
« et une réduction de prix de revient allant à 15, 20
« et 25 0/0 (2). »

M. Coste, directeur de la même Compagnie, fit en

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, tome IV, p. 253.

2. Annexe au rapport Boudenoot, p. 57.

outre observer que ce système présentait encore l'inconvénient de ne laisser disponible qu'un nombre d'heures souvent insuffisant pour la réparation des colonnes des puits, du guidage et des galeries principales de roulage (1).

En effet la généralisation de cette organisation ne paraît pas pouvoir être effectuée, eu égard aux tentatives infructueuses auxquelles elle a toujours donné lieu, alors même que ces essais étaient effectués dans les conditions les plus favorables à leur réussite. C'est ainsi que les mines d'Aniche, de Bruay, de Courrières et de Marles (2) ont dû renoncer successivement à le pratiquer, cette dernière concession même devant l'opposition de ses ouvriers qui firent grève pour obtenir le rétablissement du poste ordinaire.

Trois raisons principales militent contre l'adoption du double poste.

1° D'abord cette organisation est désavantageuse au point de vue du rendement et de l'utilisation de l'ouvrier. Chacune des équipes occupée à un même chantier cherche en effet à effectuer son travail le plus facilement possible sans se soucier des difficultés qu'une extraction mal conduite laissera à l'équipe qui viendra lui succéder. Comme conséquence le

1. Annexe au rapport Boudenoot, p. 69.

2. *Journal officiel* du 30 nov. 1902, p. 281.

travail en souffre, la production diminue et les ouvriers se faisant des journées moins fructueuses sont mécontents. Il y a aussi une grande perte de temps du fait que le piqueur doit d'abord étudier le travail de son prédécesseur afin de se rendre compte de la manière dont il le continuera le plus utilement.

2° Cette organisation a ensuite l'inconvénient de mécontenter la majorité des ouvriers.

La plupart des mineurs préfèrent de beaucoup le poste du matin à celui de l'après-midi ou de la nuit qui jette la désorganisation dans l'économie du ménage. C'est en se levant que l'ouvrier sera le plus dispos et pourra donner son maximum d'effort.

3° Cette organisation est enfin souvent dangereuse et même inapplicable.

Dans les mines grisouteuses le double poste est impraticable ; tous les exploitants sont unanimes à le reconnaître. « Le double poste, déclare M. de Cas-
« telnauf, est impossible à la Grand'Combe dans la
« plupart des mines à cause des quantités très consi-
« dérables de grisou que dégagent les couches. Les
« mines du Gard renferment en effet plus de grisou
« que celles de la Loire, mais les conditions de
« gisement de ce terrible gaz le rendent, semble-t-il,
« un peu moins redoutable dans le premier de ces
« bassins que dans le second. Quoi qu'il en soit, ce
« qu'il y a de certain, c'est que dans la plupart des

« tailles de la Grand'Combe, il est nécessaire d'inter-
« rompre l'abatage du charbon pendant une grande
« partie de la journée, afin de permettre au grisou
« de sortir du massif charbonneux et de purger ce
« massif sur une profondeur suffisante pour que son
« abatage puisse se produire sans que l'atmosphère
« de la taille se charge de grisou en proportion dan-
« gereuse. Dans ces dernières années on a employé
« le double poste là où le grisou a permis de le faire ;
« mais les résultats économiques ont été déplora-
« bles et la Compagnie considère comme un vérita-
« ble progrès à tous égards de le supprimer radica-
« lement (1). »

Même dans les cas où le grisou n'est pas à redouter, le double poste présente au point de vue de la sécurité un grave inconvénient : lorsqu'une seule équipe travaille dans un chantier, elle sait conduire ses travaux de soutènement en raison des conditions de l'abatage, et, lorsqu'elle reprend le matin le travail interrompu la veille, connaissant les défauts et les avantages de son terrain elle agira en conséquence.

Si, au contraire, le front de taille se trouve modifié, l'ouvrier désorienté se rendra moins facilement compte des mesures immédiates à prendre et les accidents se multiplieront.

Si la moyenne de ces derniers est bien plus éle-

1. Annexe au rapport Boudenoot, p. 94 et 95.

vée en Allemagne qu'en France, cela est dû en grande partie au fait que, grâce à la nature des houillères de Westphalie et à la population disparate et partant disciplinable qu'elles emploient, ces exploitations avaient pu donner au système du double poste une extension plus grande que ne l'avaient fait les pays voisins (1).

En Belgique et en Angleterre, en effet, ce mode d'extraction a présenté les mêmes inconvénients que chez nous.

La récente enquête anglaise signale tout particulièrement comme empêchements dirimants l'opposition des ouvriers et la difficulté de se procurer le personnel nécessaire.

Il y a encore à tenir compte du fait qu'un déhouillement rapide d'une grande surface amène des coups de charge irrésistibles, et par suite des éboulements qu'un déhouillement plus lent et une mise en charge moins brusque des remblais et des bois de soutènement auraient évités.

Enfin, comme le faisait marquer M. Coste, le travail à deux postes ne laisse pas le temps nécessaire pour les travaux généraux d'entretien et les réparations, sans parler même de difficultés de second ordre concernant l'enlèvement du combustible, le recrutement d'une quantité suffisante de rouleurs, etc.

1. Annexe au rapport Boudenoot, pp. 77 et 78. Déposition de M. Gruner.

En résumé il faut admettre qu'il y a fort peu à attendre d'une extension de ce système auquel la plupart des concessions ont déjà donné toute l'étendue qu'il comportait (travaux de reconnaissances, périodes de fortes demandes, etc.), et cela au grand mécontentement de leurs ouvriers.

Ce n'était donc là, dans la bouche de ces derniers, qu'un argument de polémique; la valeur des exemples par eux cités tend à le démontrer.

3° Exploitation de nouveaux gisements et forage de nouveaux puits.

« On peut à bon droit s'étonner de voir que certains concessionnaires restent libres de laisser des mines inactives. M. le ministre des Travaux publics sait les multiples démarches que j'ai faites auprès de lui en ce qui concerne les mines abandonnées, tant par la Compagnie de Vicoigne-Nœux que pour les Petits-Châteaux et aussi pour les mines de la Loire; il n'ignore pas combien il y a de mines inexploitées.

« Si vous craignez les dangers de l'emploi des deux postes, vous n'avez qu'à occuper le personnel dans les mines inoccupées où le charbon s'abîme, où il est perdu, parce qu'on laisse ébouler les galeries, qu'on les laisse s'inonder, sans rien faire pour utiliser cette source de richesses nationales. »

Ainsi s'exprimait M. Lamendin le 29 janvier 1902 à la tribune de la Chambre (1).

De tous les arguments invoqués, celui-ci nous pa-

1. *Journal officiel* du 30 janvier 1902, p. 283.

rait de beaucoup le plus pauvre. Comment admettre que les compagnies houillères, dont le but est évidemment de réaliser les plus beaux bénéfices possibles, laisseraient inutilisées de propos délibéré des richesses minérales quelconques si elles ne savaient pas pertinemment qu'à raison de l'état du marché, l'extraction n'en serait pas rémunératrice.

Sans doute il y a des mines inexploitées, sans doute il y a des gisements auxquels on n'a jamais touché. C'est que les ingénieurs ont estimé que, soit par suite de la qualité du charbon, soit à raison de la profondeur de la couche, de la difficulté du forage ou du manque de débouchés, le prix de revient ne serait pas suffisamment inférieur au prix de vente ou même lui serait supérieur.

Dans tous les pays et surtout en Europe il existe quantité de mines qu'on peut appeler entr'ouvertes. En temps ordinaire un ou deux gardiens veillent à leur préservation ; qu'une hausse survienne, les moins pauvres commenceront à être exploitées ; que la hausse s'accroisse, toutes ou presque toutes retrouveront leur activité.

Cette production plus intensive devant tôt ou tard provoquer une baisse, on les verra alors se fermer dans l'ordre inverse où elles se seront ouvertes.

En un mot, quel que soit le régime qui régira les concessions, la loi de l'offre et de la demande constituera toujours pour les compagnies la raison de com-

mencer ou de cesser suivant le cas l'extraction en tel ou tel point, et on ne voit pas de quel droit le législateur viendrait les contraindre à exploiter à perte, ou encore prétendrait se constituer arbitre dans une matière où l'intérêt personnel est et doit rester le seul juge.

Il y a, au point de vue économique, quelque chose d'absolument paradoxal dans le raisonnement qu'on tient aux exploitants : Vous vous plaignez, leur dit-on, que la réglementation réduira votre extraction et par conséquent augmentera votre prix de revient. Eh bien ! faites flèche de tout bois, allez chercher le charbon partout où il se trouve en quantité quelconque et vous maintiendrez ainsi la production à son niveau actuel. »

Cet argument serait à la rigueur soutenable si la France était un marché fermé.

En ce cas les compagnies houillères proportionneraient leurs prix de vente à leurs prix de revient, et pourraient à peu près subvenir à la consommation nationale.

Ce ne serait plus alors à elles à s'insurger contre la loi, mais au consommateur qui en supporterait tout le poids.

Actuellement les droits d'entrée ne sont pas suffisamment élevés pour fermer nos marchés à l'importation étrangère avec laquelle nos houillères devront d'autant plus compter que le coût de la tonne aug-

mentera pour elles à raison de la diminution de la durée de la tâche.

Or, par suite de la disproportion entre notre production et celle de nos voisins (1), il ne saurait être question pour les exploitants français de prétendre fixer les cours. Ils continueront donc à les subir et organiseront leur propre extraction en conséquence.

Le résultat sera que pour pouvoir continuer à lutter nos compagnies houillères devront renoncer à l'exploitation de certains quartiers médiocres pour confiner l'abatage aux veines où le charbon est le plus beau et le plus pur et peut être extrait au meilleur marché, d'où réduction du nombre des ouvriers et diminution de rendement, conséquences diamétralement opposées à celles qu'escomptaient les partisans de la loi.

Quant au forage de nouveaux puits, c'est là une mesure très coûteuse, d'utilité restreinte et applicable dans quelques exploitations seulement.

Pénurie de la main-d'œuvre. — Les adeptes du double poste et ceux de l'exploitation de nouveaux gisements supposent résolue une question qui se pose à l'heure actuelle un peu partout mais qui en France est particulièrement brûlante ; celle de la main-d'œuvre.

1. Notre production n'atteint guère que 5 0/0 de la production totale des principaux producteurs étrangers.

Les mines manquent de bras. L'enquête anglaise a constaté le fait pour la Grande-Bretagne. Il oblige déjà bon nombre de nos houillères à restreindre leur extraction.

C'est pour cette raison que la Société de Vicoigne et de Nœux ne parvient pas à donner à son exploitation l'étendue qu'elle comporterait (1) et que la Compagnie des Forges de Châtillon-Commentry n'a jamais pu tirer de sa petite mine de Noyant que 35.000 tonnes annuellement alors, qu'on en obtiendrait le double avec un personnel suffisant (2).

Aux mines de la Loire, la pénurie est telle, qu'elles prirent le parti d'envoyer des agents recruteurs jusqu'au Simplon, alors que les travaux du tunnel tiraient à leur fin; cette tentative échoua d'ailleurs (3).

Cet état de choses tient à plusieurs raisons : d'abord à la stagnation du chiffre de la population en France à une époque où l'industrie réclame de plus en plus de bras ; ensuite au peu d'attrait qu'exerce la profession de mineur sur les populations rurales qui conservent un préjugé contre le travail souterrain ; enfin à la longueur de la période de dressage nécessaire pour former un bon mineur, période qui n'est pas inférieure à cinq ans.

Or, d'après certaines évaluations, la réglementation

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. I, p. 463.

2. Annexe au rapport supplémentaire Janet, p. 5.

3. *Id.*, p. 8.

nécessiterait le recrutement de 25.000 ou 30.000 nouveaux ouvriers (1); d'après les plus modérés il en faudrait au bas mot 15.000.

Pour certaines catégories d'employés : mécaniciens et aides, palefreniers, lampistes, gardes dont le service ne diffère pas sensiblement de celui de leurs collègues du jour et est organisé au poste de douze heures, c'est une augmentation de 50 0/0 qu'il faut prévoir (2).

Où devra-t-on frapper le sol pour en faire sortir une telle légion de travailleurs, alors que les mines de fer de l'Est dont les salaires atteignent 8 francs et 8 fr. 50 ne parviennent pas à trouver la main-d'œuvre qui leur est nécessaire (3) ?

1. Discours de M. Guillaïn, *Journal officiel* du 30 janvier 1902, p. 281

2. Déposition de M. Gruner devant la commission du Sénat. Annexe au rapport Boudenoot, p. 61.

3. Annexe au rapport supplémentaire Janet, p. 5.

Théorie des syndicats mineurs d'après laquelle les ouvriers pourraient compenser par un travail plus efficace le déficit résultant de la diminution de la durée de la journée.

Quand on lit les dépositions des représentants des syndicats ou celles des délégués mineurs, on retrouve constamment dans leur bouche cette affirmation que la loi ne saurait avoir d'effet sur la production, comme suprême et presque comme unique argument.

D'abord, c'est la perpétuelle nomenclature de quelques mines françaises qui, suivant eux, auraient déjà la journée de huit heures : La Chapelle-sous-Dieu, Monthieux, Levaveix-les-Mines, Montvicq, Doyet et Marles. Outre que comme l'a établi M. Gruner à la Commission du Sénat, cette allégation est inexacte en fait (1), en supposant même que cela fût vérifié, la question n'aurait pas fait un pas de plus.

Il est en effet fort admissible, et cela est à désirer, que certaines concessions, plus favorisées que leurs concurrentes, arriveront à réduire la durée de la

1. Annexe au rapport Boudenoot, p. 68.

tâche à huit heures et même à moins. Cela n'entraînera pas pour les autres houillères l'obligation immédiate de se modeler sur elles.

Que diraient les exploitants du Monmouthshire si leurs ouvriers, qui restent près de dix heures au fond, prétendaient brusquement ne travailler que six heures et demie comme leurs camarades du Durham, et ceux du bassin de Halle où le trait est de 11 h. 7, si leurs mineurs voulaient jouir des mêmes avantages qu'en Westphalie ?

Le problème se pose donc autrement : il s'agit de savoir si étant donné le travail qu'ils fournissent actuellement, les ouvriers français ne donnent pas leur maximum d'énergie, et si une diminution de séjour au fond provoquerait un accroissement durable d'ardeur à la besogne, susceptible de leur permettre de compenser la réduction de la durée de leur tâche.

A cette question les délégués de la Fédération des mineurs de France, MM. Cotte, Buvat, Évrard, Bexant et Joucaviel ont répondu affirmativement.

Ils ont, à l'appui de leur thèse, cité les exemples de Marles et de l'Escarpelle (1).

Nous savons déjà quel a été le résultat de la tentative faite à Marles, et qui reposait sur le système du double poste : une grève en faveur du rétablissement de l'ancien état de choses.

1. Rapport Boudenoot, p. 12 et 13.

Aux mines de l'Escarpelle la remonte des mineurs du poste du matin fut effectivement avancée d'une demi-heure à dater du 16 novembre 1900. Les ouvriers avaient affirmé que la production ne changerait pas ; elle était alors de 4.006 kilogrammes par descente ; elle tomba à dater de ce jour à 968 kilogrammes.

La réduction de présence ne portant que sur les 1194 ouvriers du poste du matin, on voit que cela correspond à une réduction d'effet utile de 3,07 0/0 pour une réduction de travail de $\frac{1194 \times 1/2}{2.348 \times 8 1/4} = 3,08 \text{ 0/0}$; les ouvriers faisant alors 8 h. 1/4 de travail utile au lieu de 7 h. 3/4, ces chiffres concordent donc parfaitement (1).

Au surplus ce n'est pas là un fait isolé, résultant de circonstances particulières.

Toutes les expériences faites, sans exception aucune, ont établi qu'avec les durées actuelles du travail dans les mines, toute réduction de la tâche a pour effet nécessaire une réduction proportionnelle du rendement.

A Anzin, de 1897 à 1901, la durée de la présence du mineur a diminué d'une heure, l'extraction a diminué de 154 kilogrammes (2).

Dans les mines de la Loire, à la suite de l'arbitrage

1. Nous empruntons ces renseignements à la déposition des mines de l'Escarpelle devant la Commission des Mines de la Chambre, t. I, p. 89.

2. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. I, p. 429.

du 6 janvier 1900, la durée du trait est réduite d'une demi-heure ; pour les principales compagnies du bassin le rendement diminue immédiatement de 5,80/0 par rapport à 1899, bien que les ouvriers se fussent engagés à maintenir la même somme de travail qu'au-paravant (1).

Aux mines de Graissessac, dans la division du Bousquet d'Orb on fit en 1892 un essai sur la demande du personnel de cette division en vue de réduire d'une heure la durée de présence et de travail pendant le poste de jour. Cette expérience porta sur 17 journées, du 20 mai au 10 juin ; elle se traduisit par une diminution de 9,1 0/0 dans le rendement en charbon brut, de 33 0/0 dans la propreté des charbons (les déchets de triage et de lavage ont passé de 19,8 0/0 à 26 0/0) et de 8 0/0 sur les salaires (2). Il faut cependant bien admettre que les mineurs avaient pendant cette courte période donné un maximum d'effort qu'il leur eût été impossible de maintenir.

C'est en effet là un phénomène général contre lequel les meilleures volontés ne peuvent rien.

Des expériences analogues tentées à l'étranger ont produit des résultats identiques.

« Lors de la discussion du bill des huit heures en Angleterre, en 1897, l'un des membres de la Cham-

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. III, p. 13.

2. *Id.*, t. IV, p. 34.

« bre des Communes, M. Brainbridge, qui occupait
« dans le Yorkshire plus de 15.000 mineurs, déclara
« qu'à la suite des discussions de 1894, il avait voulu
« pratiquement apprécier l'effet des prescriptions ins-
« crites dans le bill des huit heures et avait poursuivi
« l'essai dans trois de ses principales mines.

« Les résultats de ce triple essai ont été :

« Réduction de production de 25 à 32 0/0 : aug-
« mentation du prix de revient de quatre pence à un
« shelling.

« En supposant que le salaire journalier eût été
« maintenu le même, l'augmentation du prix de re-
« vient eût été de 10 pence à 2 sh. 5 pence.

« Un autre membre de la Chambre des Communes,
« M. Thomas, vint à son tour déclarer que, d'une
« expérience poursuivie pendant treize mois, il résulte
« que l'extraction par homme et par jour s'est trouvée
« réduite de 2 t. 06 à 1 t. 67, soit de 23 0/0, c'est-
« à-dire presque exactement proportionnellement à
« la différence entre la durée ancienne de la journée
« de travail et la journée de huit heures.

« *M. Brainbridge fit d'ailleurs observer que les*
« *houillères font chaque semaine cette même expé-*
« *rience, puisque la journée de travail est réduite le*
« *samedi ; on constate alors que la différence entre*
« *l'extraction des autres jours et l'extraction du*
« *samedi est sensiblement proportionnelle à la diffé-*
« *rence entre le nombre d'heures de travail de la*

« *journée complète et celui de la journée réduite* (1).

Enfin M. André Lebon, dans un article publié dans la *Revue des Deux-Mondes* en décembre 1901, nous apprend comment le gouvernement allemand éprouva une déconvenue du même genre après un essai semblable.

Sous l'impression des résultats qu'avait eus pour l'industrie allemande la grève des mineurs de mars-avril 1889, le gouvernement « chercha à ramener la production à ses conditions normales en concédant aux ouvriers, ou plutôt à une partie d'entre eux, l'une de leurs principales revendications à savoir la journée de huit heures, — huit heures au trait s'entend, — c'est-à-dire huit heures de travail effectif. Il le fit, non pas en tant que législateur et puissance publique, par une mesure générale et difficilement révocable, mais à titre expérimental et précaire, agissant comme patron dans les mines dont la Couronne est restée propriétaire. L'expérience fut lamentable : la production par homme diminua dans de fortes proportions ; on essaya de parer au déficit en augmentant de 11 0/0 le personnel des mineurs ; la production ne se releva que de 6 /12 0/0 environ. Elle ne suffisait plus à la consommation. »

1. Comité central des Houillères de France. Mémoire présenté à la Commission parlementaire de 1901 au sujet de la proposition de loi sur la durée de la présence des ouvriers dans les mines. Circulaire 3366, pp. 21 et 22.

Le sort de cet argument des syndics sur la production intensive est en somme intimement lié à celui de la théorie de M. Odilon-Barrot sur les conditions anti-hygiéniques du travail dans les mines.

S'il avait pu être démontré qu'une réduction de la tâche aurait une répercussion heureuse sur la santé des travailleurs, la possibilité d'un effort plus soutenu de leur part deviendrait admissible.

Comme au contraire toute cette argumentation sentimentale a été reléguée par les gens compétents à l'état de légende, il faut bien se rendre à l'évidence et reconnaître que le travail fourni demeurera toujours sensiblement proportionnel au temps qu'on lui aura consacré.

De la diminution des salaires et de l'établissement d'un salaire minimum.

Si de tous les remèdes proposés pour combler le déficit de la production, les syndicats ont presque exclusivement prôné le dernier, c'est que celui-là seul leur permettait de rester logiques avec eux-mêmes.

Les machines étant d'un emploi aussi onéreux que la main-d'œuvre manuelle, le double poste et les exploitations vierges exigeant des bras supplémentaires pour maintenir simplement la production à son niveau actuel, les ouvriers devaient s'attendre, en préconisant ces systèmes, à en supporter dans une certaine mesure les conséquences.

C'est pour éviter de se trouver placés en face de ce dilemme : ou renoncer à la journée de huit heures, ou se résigner à toucher de moindres salaires, qu'ils décidèrent de s'en tenir à l'affirmation dont nous venons de discuter la valeur.

Ils firent d'ailleurs là preuve, beaucoup plus de discipline que de conviction, car mieux que personne, ils étaient fixés sur l'impossibilité de tenir leur pro-

messe. Le syndicat des mineurs de Firminy (1) se plaint même que l'intensité du travail soit poussée à son maximum et souvent exagérée, et le délégué mineur de Bessèges ne cache pas son appréhension de voir les salaires diminuer en proportion du rendement (2).

Mais ce sont là les gêneurs, les inintelligents qui ont mal retenu le mot d'ordre. Sans doute personne ne se fait illusion, et ce n'est pas en vain que les congrès ont toujours réuni dans leurs revendications, comme étant absolument inséparables, le vœu de la journée de huit heures et celui du salaire minimum.

C'est cette conviction que M. Basly affichait hautement à une époque où il espérait encore faire adopter les deux réglementations d'un seul coup ; il écrivait en effet dans les motifs de sa proposition de loi sur le salaire minimum : « Si donc le Gouver-
« nement paraît disposé à appuyer devant le Parle-
« ment une proposition de loi tendant à la limitation
« de la journée du travail dans les mines, la plus
« saine logique lui commande de garantir aux ou-
« vriers le bénéfice de cette réforme par l'établis-
« sement d'un salaire minimum légal. Il serait, en effet,
« contraire à toutes les lois de l'équité d'accorder
« d'un côté, à une corporation les avantages d'une

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. III, p. 44.

2. Annexe au rapport Boudenoot, p. 149.

« pareille loi, en les lui retirant de l'autre, si on to-
« lère de la part des exploitants une réduction des
« salaires parallèle à la réduction des heures de
« travail de leurs ouvriers.

« En réalité, la journée de huit heures et le salaire
« minimum sont deux questions absolument con-
« nexes et qui ne peuvent marcher séparément. »

Voilà qui est bien net : s'il y a réduction de travail, il y aura réduction de rendement. Or les ouvriers désirant bien moins travailler, mais voulant gagner autant, exigent une garantie qui ne saurait être donnée que sous forme d'un salaire minimum. Toutes les démonstrations deviennent après un tel aveu superflues.

Cependant les plus intelligents parmi les délégués ouvriers ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'on avait été trop vite et que cette hâte menaçait de tout compromettre : M. Waldeck-Rousseau dans une lettre aux mineurs avait énergiquement repoussé l'établissement d'un minimum de salaires. La majorité des membres du Parlement ne paraissait pas le voir d'un œil favorable.

C'est alors qu'on prit le parti de séparer les deux questions et de proclamer absolument étrangers l'un à l'autre deux vœux que l'on venait de déclarer connexes.

Cette tactique explique l'attitude des représentants ouvriers. Pour transparente qu'elle fût, elle n'en réus-

sit pas moins, bien que dénoncée éloquemment par M. Aynard dans son discours à la Chambre (1).

La loi de 1905 devait, dans ces conditions, être acceptée avec joie par les mineurs conscients du plan adopté, car c'était le premier doigt mis par le Parlement dans un engrenage d'où il lui serait dès lors impossible de se dégager.

Le résultat est maintenant fatal; quand l'inanité des palliatifs proposés sera entrée dans le domaine des faits, que les ouvriers n'arriveront plus à se faire que des journées de famine, les grèves éclateront de toutes parts et la question placée, non plus sur un terrain sentimental mais vital, sera à nouveau, plus pressante, posée devant les deux Chambres que les partis d'extrême-gauche sommeront de parfaire l'œuvre par elles commencée.

Il ne saurait, bien entendu, être question pour les mineurs de lâcher la proie péniblement conquise. La journée de huit heures étant un fait acquis, on mettra autant d'ardeur à y rattacher la question du salaire minimum qu'on en apporte aujourd'hui à l'en séparer.

Or, ce n'est pas sans raison que le gouvernement se montrait en 1902 hostile au second de ces vœux; tous les directeurs de houillères l'ont déclaré irréalisable et ont fourni à l'appui de leurs dires les arguments les plus probants.

1. *Journal officiel* du 6 février 1902, p. 451,

Voici ce qu'exposait entre autres à ce sujet la Compagnie de l'Escarpelle : « Le minimum de salaires
« est incompatible avec le travail des mines. L'éta-
« blissement d'un minimum de salaire transforme en
« effet le travail à la tâche en travail à la journée ;
« or il est impossible d'organiser le travail à la jour-
« née dans les mines dont les ouvriers ne peuvent
« être sous les yeux des surveillants que pendant
« quelques instants ; ceux-ci ne peuvent se rendre
« compte de la quantité de travail exécuté que par
« les produits extraits des chantiers ; il faut donc
« nécessairement proportionner le salaire à ce pro-
« duit et admettre, par conséquent, le travail à la tâche.
« Comment concevoir le travail à la tâche avec un
« minimum de salaires ? Il suffirait donc de descen-
« dre dans la mine pour avoir droit à ce minimum ?
« Il n'est pas supposable que personne parmi les
« défenseurs de la cause ouvrière soutienne ces pré-
« tentions. Il faudra donc déterminer un coefficient
« de rendement correspondant à ce minimum de
« salaire, mais alors que fera-t-on des ouvriers qui
« ne donneront pas un minimum ? Puisqu'ils n'au-
« ront pas donné le minimum de rendement, ils
« n'auront pas droit au minimum de salaire ? mais
« alors, c'est le travail à la tâche d'aujourd'hui et
« rien n'est changé. Si, au contraire, l'ouvrier inca-
« pable et inhabile à produire le minimum du ren-
« dement a droit, quoi qu'il arrive, au minimum de

« salaires, les compagnies n'auront plus qu'une res-
« source qui sera de le congédier (1). »

Au surplus, qu'elle soit exprimée sous forme de demande d'établissement d'un salaire minimum ou d'une élévation du taux moyen des gains actuels, l'idée véritable des ouvriers, celle qu'on devine au fond de toutes leurs déclarations est que les compagnies sont assez riches pour faire tous les frais de la nouvelle loi et assez puissantes pour reporter, le cas échéant, la plus grosse part du déficit en résultant sur les consommateurs.

Un rapide examen de la question suffira à démontrer combien l'une et l'autre de ces espérances courent de chances d'être également déçues.

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. I, p. 60.

Répercussion de la réglementation sur les capitaux investis dans les exploitations minières

C'est un préjugé assez commun dans le monde des mineurs, et aussi dans le gros public, de croire qu'une affaire de mines est nécessairement une affaire d'or.

Toutes les fois qu'à la suite d'une période de hausse des dividendes un peu élevés sont distribués, la tendance générale est de les considérer non point comme des exceptions mais comme une moyenne, et les sacrifices, et les déboires passés sont totalement oubliés.

Souvent les prix d'un ou deux marchés avantageux deviennent dans l'esprit des ouvriers ceux de toute la production.

C'est ainsi qu'en 1900 ceux de Carmaux se figuraient de bonne foi que la hausse de 5 francs et même 10 francs par tonne faite à Albi et Toulouse sur quelques milliers de tonnes de combustibles pour l'usage domestique s'appliquait à toutes les ventes de l'année (1).

1. Réponse de M. Gustave Vieira, ingénieur en chef des mines à la Commission d'enquête. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. IV, p. 301.

On a déjà vu plus haut par un rapide examen des énormes capitaux investis dans les mines de houille combien au contraire c'est là un placement d'un caractère aléatoire, à tel point qu'on pourrait s'étonner, avec M. Aynard, que de parcelles entreprises puissent encore séduire les capitalistes, si l'imprévu, l'imagination, l'amour du jeu qui est au fond de l'esprit humain, ne faisait qu'il se trouve toujours et malgré tout des amateurs pour tenter leur chance dans des aventures de cette sorte.

Il suffit de consulter n'importe quelle comptabilité d'une compagnie minière pour être convaincu de la disproportion entre la part qui va aux salaires et celle qui va au capital.

La statistique officielle de 1894 nous apprend que là où le mineur gagnait 5 fr. 80 le bénéfice de la Compagnie était de 95 centimes.

C'est à peu près la moyenne que nous rencontrons partout.

De 1882 à 1901 les mines de Fourges payaient :

à leur personnel.	82.376.429,17
distribuaient en dividendes. .	11.900.120,12
consacraient à des améliorations.	21.454.856,76 (1).

On lit dans le rapport à l'assemblée du 23 mai 1906 des mines de Blanzy : « La masse partageable étant représentée par 100, les salaires, pensions,

1. *Procès-verbaux de la Commission des Mines*, t. I, p. 250.

allocations diverses absorbaient 81,8 0/0, le service de la dette 9,5 0/0, le dividende 8,7 0/0. »

On pourrait multiplier les exemples, mais c'est assez de transcrire les chiffres cités à la tribune par M. Aynard. « Un calcul a, dit-il, été souvent fait « par des autorités de très diverses natures, on a « chiffré ce qu'avait, depuis le commencement du « dernier siècle, rendu le capital investi dans les « mines; en compensant les bénéfices et les pertes, on « a trouvé que ces capitaux avaient rendu 2,5 0/0 « suivant les uns, 3 0/0 suivant les autres ou 3,5 0/0 « au plus. Cette estimation d'un revenu de 3,5 0/0 « n'a pas été dépassée (1). »

Cette faible proportion laissée au capital dans le rapport des mines n'est d'ailleurs pas spéciale à la France: le ministre des Travaux publics de l'empire allemand a, au cours d'une séance du Reichstag, établi que de 1850 à 1880 la rémunération des capitaux investis dans les houillères de Westphalie n'avait pas excédé 1,1/2 0/0 (2).

Or, si dans les très bonnes années les actionnaires pourront à la rigueur sacrifier une partie de leurs dividendes pour les répartir en salaires (ce qui ne constituera pour l'ouvrier qu'un bien faible excédent), les mineurs n'ont, en année moyenne, aucune amélioration de leur condition à attendre de ce côté.

1. *Journal officiel* du 6 février 1902, p. 449.

2. Annexe au rapport Boudenoot, p. 57.

Le prélèvement des actionnaires est en effet proportionnellement si faible que, pour reprendre l'exemple de M. Darcy, en 1890, où les cours s'étaient maintenus élevés, il eût suffi que le prix de revient montât de 1 fr. 50 pour absorber intégralement le dividende exceptionnel distribué pour cet exercice dans des compagnies extrayant huit millions et demi de tonnes (1).

Nous ne supposons cependant pas que les mineurs puissent aller jusqu'à prétendre qu'il est du devoir de l'État de contraindre les exploitations minières à fonctionner à perte.

1. Annexe au rapport Boudenoot, p. 57.

Répercussion de la réglementation sur les cours du combustible

Les syndicats mineurs se sont encore, avons-nous dit, leurrés de l'illusion que si les effets de la loi étaient trop onéreux pour elles, les compagnies houillères pourraient augmenter leurs prix de vente de manière à faire supporter dans une large proportion par les consommateurs l'augmentation du prix de revient.

Cette idée renferme une part de vérité et c'est ce qui faisait dire à M. Aynard, lorsqu'il monta à la tribune de la Chambre le 5 juillet 1907 : « Nous allons discuter ce qu'on est convenu d'appeler une loi sociale ; pour l'examiner je me placerai à un point de vue qui n'est pas très ordinaire.

« Je n'entends défendre ni l'intérêt des compagnies, ni l'intérêt des ouvriers. J'entends défendre l'intérêt de tout le monde, j'entends défendre l'intérêt de ce grand méconnu, de ce grand oublié, qui n'est pas syndiqué et dont par conséquent on ne s'occupe pas, et qui s'appelle le consommateur(1). »

1. *Journal officiel* du 6 juillet 1907, p. 1681.

On ne saurait mieux dire. En face d'une consommation sans cesse croissante : 43.000.000 de tonnes en 1902, 52.000.000 en 1906, notre production reste à peu près stationnaire, car si elle a légèrement augmenté en 1905 ce fut pour fléchir immédiatement à nouveau en 1906.

Notre industrie réclame de la houille et n'en trouve pas suffisamment ; elle doit en demander alors à l'étranger qui lui impose d'autant mieux ses prix que la différence entre nos besoins et le rendement de nos mines est plus grande.

Jusqu'ici ce grave inconvénient avait été dans une certaine mesure atténué par les effets de la concurrence entre nos trois principaux fournisseurs : Angleterre, Belgique et Allemagne.

Cette concurrence n'existera bientôt plus qu'à l'état de souvenir, et l'Angleterre fera au gré de ses intérêts la hausse ou la baisse sur notre marché.

La Belgique, en effet, dont la consommation augmente dans des proportions bien supérieures à la production, cesse d'être un pays exportateur et se suffit tout juste à elle-même.

L'Allemagne malgré la richesse de ses mines à peine, elle aussi, à approvisionner son industrie. Plusieurs de ses grandes usines ont dû passer des commandes en Angleterre. Nous sommes donc sur le point de voir se produire une nouvelle panique du charbon dans le genre de celle de 1900.

Bien entendu l'Angleterre, et c'était son rôle, s'est déjà empressée de tirer de la situation tout le parti qu'elle comportait.

Voici les chiffres fournis à ce sujet à la commission de la Chambre par M. Peyerimhoff, secrétaire général du Comité des houillères :

Charbon à gaz, première qualité (Durham), prix moyen de 1905 : 9 shillings.

En avril 1907 le prix du charbon à gaz était de 13 sh. 6.

Sur la nouvelle que le syndicat de Westphalie venait de procéder à de forts achats en Angleterre, Newcastle a élevé ses prix de 1 shilling et en juin dernier on payait 14 sh. 6, ce qui représente 62 0/0 de hausse par rapport à 1905. Ce ne sont pas les plus forts relèvements.

Le charbon pour vapeur, première qualité, coûtait 9 sh. 4 en 1905 ; il coûte actuellement 15 shillings soit 61 0/0 d'augmentation.

Les mêmes de première qualité pour vapeur valaient 5 sh. 10 en 1905 ; il valent actuellement 10 sh. 6, soit une hausse de 78 0/0

Ceci nous donne un aperçu des cours que nous réserve l'application de la loi.

Or, à cela pas de remède, car, ou bien il faudrait faire voter une augmentation considérable des droits de douane pour rester les maîtres sur notre propre marché, (mais alors en avantageant nos compagnies

on soulèverait dans tout le pays une indignation formidable de la part du consommateur qui se sentirait atteint d'une façon directe) ; ou bien les compagnies françaises se résoudront à fixer leurs prix de vente d'après les cours imposés par les exploitants d'Outre-Manche et le résultat sera le suivant : quand ces cours seront bas, les salaires devront nécessairement être restreints et bon nombre d'exploitations seront même obligées de fermer leurs puits ; lorsque au contraire ils monteront, ce sera le prélude d'une crise pour nos autres grandes industries.

Qu'en période de baisse nos exploitations essaient de résister et de maintenir leurs prix, immédiatement les charbons étrangers gagneront du terrain à tel point que nos exploitants n'auront bientôt plus comme clients que les consommateurs établis dans le voisinage immédiat de la mine.

A une diminution d'extraction correspondra d'ailleurs une augmentation des frais généraux sous lesquels beaucoup de mines succomberont, ce qui sera pour le producteur étranger une nouvelle occasion d'étendre sa zone de vente.

Il y a, il est vrai, une autre solution : c'est que la loi sur la réglementation du travail porte en elle-même son triste remède en provoquant une diminution de la consommation par la violence du coup qu'elle portera à l'industrie.

Répercussion d'une hausse des charbons sur la grande industrie

On a vu dans la première partie de ce travail quels seraient, d'après les représentants les plus autorisés de nos grandes industries, les effets indirects de la loi sur leurs branches respectives.

Voici maintenant d'après les mêmes personnalités quelles en seraient les conséquences directes.

Prenant comme point de départ un relèvement de 1 fr.50 pour les houilles du Nord et du Pas-de-Calais, et de 2 à 3 francs pour celles du Centre et du Midi, M. Pralon calcule que de cette augmentation il résulterait pour la fonte une augmentation du prix de revient d'au moins 2 fr. 20 à 2 fr. 60 par tonne, pour les régions les moins atteintes, et de 3 fr. 50 à 5 francs pour les autres, et ce, sur une matière dont la valeur vénale à l'usine est comprise entre 50 fr. et 70 fr.

Pour les aciers laminés les plus courants, on trouverait des majorations variant de 4 fr. 60 à 10 francs ; pour les fers de 5 fr. 50 à 13 francs ; pour les tôles d'acier de 8 à 19 francs, tous ces chiffres devant naturellement être majorés pour des produits soit de qua-

lité supérieure, soit de formes et de dimensions exigeant plus de frais de laminage (1).

Somme toute, comparé aux valeurs vénales en usines des différents produits, cela conduit à une majoration variant entre 5 et 10 p. 0,0, supérieure en année moyenne aux bénéfices réalisés, car une variation de 2 fr. 50 à la tonne, sur un quelconque des produits énumérés, suffit à déplacer le marché et à faire passer les commandes d'un côté ou de l'autre.

La société de Denain, par exemple, qui distribue en moyenne 500.000 à 600.000 francs de dividendes, consomme 600.000 tonnes de houille ; on voit que la moindre élévation sur le prix du combustible suffit à ruiner son exploitation (2).

Or, là non plus que dans les houillères, on ne peut compter faire supporter un tel poids uniquement par le consommateur, en raison de la concurrence étrangère très active en dépit des droits de douane.

Ces inconvénients seraient, on s'en rend aisément compte, plus grands encore pour des sociétés telles que le Creusot avoisinant les gisements les plus pauvres.

M. Lichtemberger, au nom des usines de constructions mécaniques, signale que les industriels français sont déjà, en dépit des droits d'entrée, dans

1. Annexe au rapport Boudenoot, p. 106.

2. *Id.*, p. 107.

un état de très grande infériorité vis-à-vis des étrangers.

C'est ainsi que, pour la seule industrie des locomotives, les importations ont pu s'élever pendant les trois années 1899, 1900 et 1901 à 22 millions de francs.

Les bénéfices des constructeurs français étant en présence d'une telle concurrence très réduits, une hausse sur les charbons rendrait leur position à peu près intenable (1).

D'après M. Parent, directeur de la Compagnie de Fives-Lille, le moindre relèvement du prix de la houille suffirait pour compromettre définitivement la situation des constructeurs de machines à vapeur fixes (2).

Pour les constructions navales, M. Widmann affirme avec chiffres à l'appui que la loi par ses effets tant directs (hausse du combustible) qu'indirects (hausse des matières métalliques) aurait pour résultat de supprimer tout dividende (3).

Parlant au nom des industries du gaz et de l'éclairage électrique, M. Cornuault fait ressortir que les effets de la réglementation seraient, là où les compagnies sont liées par des contrats à long terme, une

1. Annexe au rapport Boudenoot, pp. 113 et suivantes.

2. *Id.*, p. 116.

3. *Id.*, p. 117.

cause de lourdes pertes pour elles, ailleurs le point de départ d'un renchérissement dont souffrirait le petit consommateur, au nom duquel l'opinion ne cesse de réclamer des dégrèvements (1).

Et ce sont là les conséquences du nouvel état de choses sur la grosse industrie seulement. Or, tout le monde se trouvera plus ou moins atteint, et même, comme le faisait avec beaucoup de vérité observer M. Aynard, ce seront justement les petits consommateurs qui auront le plus à en souffrir, car, s'adressant à des intermédiaires, ils verront encore exagérer par ceux-ci dans leur prix de vente les effets du relèvement résultant de la réglementation.

En somme, les conséquences de la loi se traduiront par une perte de plusieurs centaines de millions peut-être, qui se répartira dans une proportion qu'il est impossible d'établir *a priori*, mais dont les ouvriers auront vraisemblablement à supporter la plus forte part sur les salaires, sur le consommateur et sur le capital, le tout pour le plus grand profit des importateurs étrangers.

Si on avait demandé à la Chambre d'établir un impôt de pareille somme, elle s'y serait très certainement refusée.

Elle a néanmoins voté le texte de sa commission des mines, qui donnait satisfaction à une catégorie

3. Annexe au rapport Boudenoot, p. 119.

d'électeurs turbulents et influents, sans cependant attirer l'attention immédiate de la masse de la population, qui en supportera les conséquences néfastes sans comprendre ou en comprenant trop tard quelles en auront été les causes initiales.

CONCLUSIONS

La loi du 29 juin 1906 a introduit dans notre législation un principe dangereux. Sur ce point le mal est fait, et on ne peut guère espérer un revirement, car reprendre ce qui a été concédé, quand bien même les bénéfices pour les intéressés en seraient insignifiants, est chose à peu près impossible.

Tout ce qu'on peut demander au législateur est de s'arrêter sur la pente où il s'est engagé et d'avoir le courage de résister aux pressions du dehors.

La Chambre n'a pas eu cette énergie, et c'est à une majorité écrasante qu'elle a complété ce qu'elle avait deux ans auparavant commencé, n'attendant même pas pour étendre l'application de la réglementation partielle qu'elle avait votée que celle-ci eût sorti son entier effet. Les mines en sont en effet au palier de neuf heures, et la seule exploitation dans laquelle il y ait eu réduction effective de ce fait, de la durée du travail, la Compagnie des Houillères d'Ahun (Creuse), a vu sa production diminuer en proportion.

C'est dans l'esprit de prévoyance du Sénat que nous pouvons maintenant seul avoir confiance ; les

termes du rapport Boudenoot nous autorisent au surplus à le faire.

Puisque la Chambre Haute n'a entendu en 1904 enregistrer que des faits acquis, elle doit logiquement se refuser aujourd'hui à substituer l'initiative parlementaire à celle des employeurs, en introduisant dans toute l'industrie un bouleversement brusque qui, elle le sait, exercerait la plus grave influence sur l'avenir économique du pays.

Évidemment il serait à souhaiter qu'une époque vînt où les conditions du marché mondial permettraient une telle réduction de travail, et cela non seulement pour les mineurs auxquels on fait sans raison bien plausible une situation privilégiée, mais pour tous les ouvriers.

Notre avis est cependant que le Parlement n'est pas qualifié pour intervenir dans ces questions. L'évolution économique ne fait pas de sauts ; elle obéit à des lois infiniment complexes dont l'intrusion législative, brutale et prématurée, entraverait, plutôt qu'elle en favoriserait, le développement.

Vu : le Président de la thèse

RAOUL JAY

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

Mayenne, Imprimerie Ch. COLIN

